ISSN 0024-7650

# Sécurité Sociale : Les gouvernements passent... les 1% restent...

P.5

# lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 702 - 14 novembre 1981 - prix : 5 F

## Grèves : l'état de grâce en a pris un coup !

P. 14 à 16

# Pour la Sécurité Sociale Mauroy n'a pas 36 milliards mais il a 200 milliards pour le budget militaire

M 6189 - 702 - 5 F

# sommaire

## Dans le monde


Page 7 :
— **Nouvelle-Calédonie : pour obtenir son indépendance, le peuple kanak ne peut compter que sur lui-même.**
Page 8 :
— **Elections belges : la démagogie régionaliste.**
— **Bruits de bottes en Amérique centrale.**
Page 9 :
— **Espagne : crise au sein du parti gouvernemental.**
— **Guerre ouverte au sein du PCE.**


## En France


Page 4 :
— **Grogne des policiers et gardiens de prison contre les timides réformes du gouvernement.**
Page 5 :
— **Sécurité sociale : le gouvernement change, le 1 % reste.**
Page 6 :
— **Mauroy relance... la trésorerie des patrons.**
Pages 10 et 11 :
— **A bas la guerre et les tyrans !**
— **Le budget de l'armée : un gouffre.**
— **Service à 6 mois : déjà un vieux rêve.**
Pages 12 et 13 :
— **Air France Orly-Nord ; Usinor Neuves-Maisons ; SNCF dépôt de Paris Sud-Ouest.**
— **Mouvements de grève : l'état de grâce bat de l'aile.**
Pages 14 et 15 :
— **Peugeot : le mouvement des OS marque le pas.**
— **Sacilor Rombas ; Aciérie de Pompey ; Blue Bell Mulhouse ; Babcock Lille ; Thomson Levallois ; Crédit Lyonnais ; Clinique Saint-Exupéry Toulouse.**
Page 16 :
— **Paris Gare de Lyon ; Rhône-Poulenc siège ; Chausson Asnières.**
— **Les malheurs d'Ambroise Roux.**


## Culture


Page 17 :
— **Livres : *Compagnons du nouveau monde* de Bernard Clavel ; *Le partage du sang* tome II de Jean Egen ; *Protection encombrante* de Heinrich Böll.**
Pages 18 et 19 :
— **Films : *L'ombre rouge* de J.L. Comolli ; *Coup de torchon* de B. Tavernier ; *Le professionnel ; Sanglantes confessions ; Le loup-garou de Londres.***
— **Exposition : *Les fastes du gothique,* le siècle de Charles V.**


**LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

**Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.**

**Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.**

**Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.**

**C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.**


Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

**Impression : Voltaire Impressions 93.100 Montreuil**



Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10


# *Rien n'est réglé pour les travailleurs immigrés sans papiers*

**La lutte des travailleurs immigrés pour la régularisation de leur situation continue. Pour pouvoir faire ouvrir un dossier, les travailleurs doivent fournir un contrat de travail d'un an. Mais obtenir ce contrat n'est pas chose facile. La plupart des sans-papiers travaillent dans de petites entreprises qui ne veulent pas fournir de contrat car cela les engagerait à payer les charges qui en découlent : cotisations à la Sécurité sociale ou à l'Office national de l'immigration.**

**Aussi un véritable trafic s'est instauré pour l'obtention de contrats de travail : certains patrons refusent purement et simplement de reconnaître qu'ils emploient les travailleurs qui réclament des contrats. C'est ainsi, par exemple, que 30 travailleurs, égyptiens en majorité, de l'entreprise EHO, font grève et occupent depuis le mardi 3 novembre. Et la Coordination des travailleurs sans papiers en lutte, qui organise ce mouvement, fait cas de huit autres entreprises de ce genre sur Paris et sa périphérie où déjà les travailleurs auraient, par leur grève, obtenu le contrat de travail qu'ils exigeaient et que leur refusaient les patrons.**

**D'autres entreprises préfèrent tout simplement se passer du travail de ceux qui demandent à être régularisés, et nombre de ceux qui réclament des contrats sont licenciés. Certains patrons encore cherchent à récupérer les frais qu'entraîne la régularisation des travailleurs qu'ils emploient en exigeant d'eux trois mois de travail gratuit au préalable, ou bien récupèrent le paiement des charges patronales et des cotisations sur le salaire des travailleurs qui se retrouvent ainsi payés bien en dessous du SMIC. D'autres patrons vont même jusqu'à vendre les contrats de travail.**

**Et puis, il y a toutes les difficultés administratives. Tous les travailleurs qui ont déposé un dossier de régularisation dans les préfectures ont eu un récépissé provisoire de trois mois depuis le 1er septembre, mais les premiers arrivent déjà à expiration sans que pour autant les travailleurs concernés aient obtenu de réponse à leur demande de régularisation, car beaucoup de dossiers restent en attente. Et puis, nous a dit un responsable d'une autre association de travailleurs immigrés, la MTI, qui s'occupe d'établir des dossiers et de les déposer collectivement,** « maintenant, c'est 200 à 300 personnes qui passent chaque semaine. Or nous n'avons l'autorisation de déposer collectivement que 40 dossiers par jour pour la région parisienne. A ce rythme-là, il est impossible d'établir des dossiers pour tous les travailleurs qui le demanderont d'ici la fin de l'année. Aussi, nous demandons au gouvernement de repousser l'échéance du 31 décembre pour clore le dépôt des dossiers ».

**Les conditions mises en avant par le gouvernement pour procéder à la régularisation des travailleurs sans papiers ne permettent pas à la majorité des travailleurs clandestins de sortir de leur condition : 80 % des travailleurs sans papiers sont des saisonniers, des marchands ambulants, des employés de ménage qui ne peuvent obtenir les papiers demandés.**

Patricia MULLAN

## *On nous communique*

Les associations de travailleurs immigrés de la Maison des Travailleurs Immigrés (MTI) veulent faire de la journée des droits de l'homme, le 12 décembre prochain, une journée nationale pour les droits des travailleurs immigrés pour :
— l'égalité des droits et la solidarité internationale ;
— la régularisation de tous les travailleurs sans papiers sans conditions ;
— empêcher toute expulsion.

**MTI** - 46, rue de Montreuil, PARIS 11e - Tél. : 372.75.85.

# *En bref*

## C'est dur d'être riche !

Les conseillers juridiques et fiscaux et autres spécialistes des questions de patrimoine verraient affluer la clientèle en ce moment ; d'après une enquête du journal *Libération* du 12 novembre, ils voient défiler chez eux nombre de bourgeois à la recherche de recettes pour échapper à l'impôt sur la fortune. Certains d'entre eux songent paraît-il sérieusement à divorcer pour diviser par deux leurs avoirs aux yeux du fisc et se retrouver en-dessous des seuils fixés pour ce fameux impôt.

Eh bien, d'après un conseiller fiscal, il n'est pas nécessaire de divorcer, il suffit d'abandonner le domicile conjugal pour remplir deux déclarations séparées... et diviser la fortune en deux !

Le problème est qu'il faut alors :
— soit faire une fausse déclaration, si le couple réside toujours sous le même toit, et vivre alors dans l'illégalité, dans la crainte de voir débarquer un agent du fisc ;
— soit vraiment vivre séparément... mais alors, il y a le risque que l'un des deux époux y prenne goût et invoque le domicile séparé pour obtenir le divorce !

Que de problèmes pour les détenteurs de grosses fortunes !

Les lecteurs de *Lutte Ouvrière,* qui ne font pas partie de ceux-ci, se rendent compte, c'est sûr, de leur bonheur !

## Télescopage de couronnes à Colombey

**Colombey-les-Deux-Eglises est devenue lundi 9 novembre Colombey-les-Deux-Couronnes, au moment de la célébration du 11e anniversaire de la mort du général De Gaulle.**

**En effet, pendant que les gaullistes se recueillaient, on a vu arriver des envoyés de Mitterrand qui ont déposé sur la tombe une couronne de fleurs avec cette inscription : « *Président de la République* ». Quelques instants après, une nouvelle couronne était déposée avec ces mots : « *L'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing* ». Or, les volontés de De Gaulle étaient formelles : ni fleurs ni couronnes sur la tombe. Cette affaire a donc provoqué un petit scandale.**

**En fait, le plus étonnant dans cette affaire, c'est que Chirac n'ait pas pensé à envoyer sa gerbe. Il est vrai qu'en tant que gaulliste, il est quand même censé connaître le règlement, lui, au moins.**

## Ariane tâchera de partir en douceur

Le tir d'essai de la fusée Ariane qui avait été initialement prévu pour le 14 décembre, a été reporté de quelques jours.

Une manière comme une autre de montrer que la fusée française est capable de concurrencer la navette américaine, sinon sur le plan technique, du moins sur le plan du retard.

Déjà la haute technicité de l'engin avait valu bien des déboires à Giscard, il y a quelque temps. L'ancien président de la République avait convié toutes les caméras de télévision à la retransmission de l'événement en direct... Mais Ariane n'avait pas voulu partir.

Mais Mitterrand semble quand même plus prévoyant que Giscard. Le lancement est prévu dans la soirée, entre deux et trois heures du matin, heure de Paris.

Si cela rate, au moins les téléspectateurs n'y assisteront-ils pas en direct !

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**
**pour une période de un an : 150 F**
**pour une période de six mois : 85 F**
**LUTTE DE CLASSE**
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
**pour une période de un an : 50 F**
**CEUX DU TECHNIQUE**
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
**pour une période de un an : 10 F**
**ci-joint la somme totale de : francs** .....
.....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

*Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.*

(1) Rayer les mentions inutiles

# Mauroy n'a pas 36 milliards pour la Sécurité sociale, mais il en a 200 pour le budget militaire

LE 11 novembre Mauroy a continué sa petite guerre aux pacifistes en prétendant une nouvelle fois que *« pour bâtir une paix durable, l'équilibre des forces est un préalable »*. Ce qui veut dire en clair que, pour Mauroy, la seule façon de vouloir la paix est de préparer la guerre et de continuer de consacrer des milliards pour l'armement, en particulier l'armement atomique.

Défilé aux torches, messes et discours, hommage de Mitterrand à Clémenceau — l'un des plus célèbres artisans de la première boucherie mondiale : Mauroy et Mitterrand ont décidément donné dans la continuité. Comme ils donnent d'ailleurs dans la continuité pour l'établissement du budget militaire.

Militaires, marchands de canons et de missiles peuvent se réjouir : le gouvernement de gauche ne s'en tient pas aux manifestations symboliques. Entre les crédits militaires proprement dits, les crédits à la recherche militaire, les autorisations de programme (pour commander de l'équipement) et les pensions, c'est plus de 200 milliards qui vont leur être consacrés, soit près d'un quart du budget de l'Etat. Et si l'on s'en tient aux 123 milliards qui constituent les crédits de fonctionnement, cette part du budget militaire est de 18 milliards plus élevée que l'an dernier.

18 milliards, la moitié du fameux déficit de la Sécurité sociale. 18 milliards, à peu près la part que les salariés vont devoir payer de leur poche — en grande partie par le biais du prélèvement de 1 % récemment décidé — pour combler ce fameux trou qui fait dire à tous les partis de droite que l'on dépense trop pour la santé.

Mais personne, ni à droite ni à gauche, ne s'indigne que l'on dépense trop pour l'armée. Personne ne parle de « trou » dans le budget militaire, comme on parle de trou pour la Sécurité sociale. A droite comme à gauche, tout le monde est d'accord pour minimiser le fait que l'on consacre sans sourciller une énorme partie, presque le quart, du budget de l'Etat aux dépenses militaires directes ou indirectes.

Pourtant, si tous sont d'accord pour entretenir les chefs de l'armée et leur payer des engins de mort, ce n'est pas, comme le prétend Mauroy, parce que c'est là la seule façon de préparer la paix. Près de 36 milliards vont être consacrés rien qu'à l'armement nucléaire, parce que c'est paraît-il le seul moyen de nous défendre : prévenir un éventuel agresseur que, s'il nous attaque, on pourra lui faire très mal jusque chez lui.

Mais si ce raisonnement était juste, pourquoi le reste du matériel ? Pourquoi les chars et les fusils, puisque l'adversaire éventuel ne serait dissuadé que par notre seule force atomique stratégique ?

Et pourquoi continue-t-on de faire perdre aux jeunes de ce pays un an dans les casernes, puisqu'ils n'auront jamais à servir à la défense du pays ?

En réalité, tous les arguments souvent contradictoires de Mauroy ou Mitterrand, comme ceux hier de Giscard ou de De Gaulle, ne sont là que pour justifier les milliards que les dirigeants de l'Etat consacrent à l'armée. Des milliards qui vont aux industriels. Des milliards qui vont à l'entretien d'un état-major parasite et réactionnaire et d'une armée qui est une force de répression au service des possédants. Une force de répression qui depuis 35 ans a servi en Indochine, en Algérie et en Afrique. Une force de répression qui peut éventuellement servir contre la population française.

Alors, le pacifisme à rebours de Mauroy et Mitterrand n'a pas les joues plus roses que celui des gouvernants d'avant 1914, ou celui des gouvernants d'avant 1939, qui eux aussi prétendaient qu'il fallait s'armer pour « bâtir » la paix.

En tout cas, si tous ces milliards gaspillés prouvent bien une chose, c'est que même en ces temps de crise il y a encore dans les caisses de l'Etat des centaines de milliards ; des centaines de milliards dont on pourrait sans doute faire meilleur usage. Car enfin, si ce gouvernement qui se dit socialiste se mettait — ne serait-ce qu'un peu — au service des travailleurs, c'est tout de même sur ces dépenses militaires qu'il devrait rogner. Et pour équilibrer les dépenses de santé, c'est sur le budget militaire qu'il trouverait l'argent, sans toucher aux salaires des travailleurs, dans une période où le pouvoir d'achat des classes populaires est déjà largement diminué du fait de la hausse des prix et de l'inflation. Et tous ceux qui aujourd'hui, même s'ils se disent de gauche, choisissent les canons plutôt que le beurre n'ont en tout cas pas grand-chose à voir avec la défense des intérêts des travailleurs.

**Arlette LAGUILLER**

# Le Parti Communiste et les mesures gouvernementales

## *D'accord en grimaçant, mais d'accord quand même*

Le Parti Communiste a abondamment critiqué la décision du Conseil des ministres de majorer de 1 % les cotisations à la Sécurité sociale. Eh oui, le Parti Communiste, devenu parti de gouvernement, s'il dit amen à tout, tient à ce qu'on sache que c'est à contrecœur.

A l'Assemblée, il s'était abstenu lors de l'amendement qui retirait les œuvres d'art de l'imposition sur la fortune. *L'Humanité* avait aussi protesté lors des dernières hausses de l'essence et n'avait pas caché qu'elle trouvait bien rachitique le rapport Auroux sur les droits des travailleurs dans l'entreprise.

Cette fois-ci, sur le 1 %, le PCF hausse un peu le ton. Après avoir fait monter en ligne Mireille Bertrand, membre du Bureau politique, puis l'appareil de la CGT, dont la protestation a été publiée à la Une de *L'Humanité*, c'est le président du groupe parlementaire communiste, André Lajoinie, qui a fait savoir sa désapprobation sur cette décision du gouvernement.

Autrement dit, le PCF semble vouloir montrer que les ministres communistes ne font pas la loi au sein du gouvernement. On se demande alors pourquoi ils y sont ?

Du côté du Parti Socialiste, on prend cette fronde du bon côté, pour le moment. Mauroy, bon prince, a fait savoir qu'il avait bien reçu le message et qu'il préférait des attaques au grand jour à un « *accord de façade masquant les préparatifs d'un revirement soudain* ». Et Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti Socialiste, remarque de son côté, à l'adresse des dirigeants du Parti Communiste : « *On ne peut approuver des mesures prises dans le cadre du gouvernement et ne pas les approuver ailleurs* ».

Alors ?

Alors, affaire à suivre. On verra si le PCF veut réellement infléchir la politique sociale du gouvernement. Et on verra aussi jusqu'où Mitterrand et Mauroy supporteront la chose.

Mais pour le moment, les travailleurs auront bien à payer 1 % de plus sur leur salaire...

*Hélène DURY*

POLICE JUSTICE

# Quand les timides réformes du gouvernement se heurtent à la mauvaise volonté des policiers et des gardiens de prison

**Avant même que le ministre de la Justice n'ait eu le temps de proposer des aménagements au régime des prisons, et en particulier la suppression des Quartiers de Haute Sécurité, et que la commission chargée de réformer la loi « Sécurité et Liberté » ait rendu publiques ses conclusions, les gardiens de prison et les policiers ont fait parler d'eux.**

**Il existe au sein de la police, du personnel des gardiens de prison, des noyaux profondément hostiles au gouvernement parce qu'il est l'émanation de partis de gauche. Ceux-ci prennent prétexte des timides réformes en chantier et des moindres incidents pour alimenter la grogne des milieux policiers et des milieux de gardiens de prison. Une grogne qui n'est pas récente mais qui prend désormais une autre couleur politique.**

**Ces manifestations limitent sans aucun doute la liberté d'action du gouvernement. Les dirigeants de l'Etat ont beau se prétendre socialistes, ils ont beau sans doute être gênés par les pratiques les plus brutales des gardiens de prison ou de la police, ils n'en sont pas moins avant tout des hommes d'Etat responsables, qui savent que la bourgeoisie a besoin de son appareil de répression pour maintenir l'ordre social, pour assurer sa domination. Et ils ne veulent pas mécontenter les hommes qui forment l'appareil de répression, les troubler ou briser leur cohésion.**

**Alors, si d'un côté ils disent leur intention de faire quelques réformes, de l'autre côté ils s'efforcent de donner aux policiers et aux gardiens de prison des assurances de leur bonne volonté.**

**Ainsi Defferre, depuis qu'il est ministre de l'Intérieur, a de nombreuses fois assuré aux policiers qu'il n'y aurait pas de chasse aux sorcières dans leurs rangs, leur a garanti de couvrir leurs bavures, leur a promis des accroissements d'effectifs... Ainsi a-t-il minimisé les incidents de Lyon, alors que des policiers avaient bloqué sa voiture et l'avaient obligé à rebrousser chemin. Il a affirmé qu'il ne s'agissait là que de** « l'œuvre de deux ou trois individus d'extrême-droite » **et que le demi-tour des voitures officielles était dû à** « une erreur de pilotage ».

**Et il n'est pas du tout impossible que, malgré ses engagements, le gouvernement socialiste ne trouve pas des échappatoires pour revenir sur quelques promesses qu'il a faites sur les plans judiciaire et pénal, reculant devant l'hostilité des policiers, des gardiens de prison et d'autres corps de l'appareil de répression.**

## La grogne continue chez les policiers...

La semaine dernière, après la mort d'un policier à Lyon, plusieurs milliers d'entre eux avaient manifesté silencieusement contre Defferre, venu rendre hommage au policier tué. Cette semaine, un autre policier ayant été abattu par un malfaiteur place de l'Opéra à Paris le lundi 9 novembre, leurs divers syndicats se sont élevés contre **« la clémence dont les bandits feraient l'objet »** et la **« nouvelle politique pénale qui profite à tous les parasites de notre société »**. La très chrétienne CFTC-police va même jusqu'à **« exiger le rétablissement immédiat de la peine capitale, pour les crimes de sang envers les policiers ».**

Certes, les policiers ont déjà manifesté et revendiqué sous les gouvernements de droite précédents.

Mais ce qu'il y a de nouveau aujourd'hui, c'est que la gauche est au pouvoir... alors que la police est un corps dont le cœur ne penche pas à gauche, c'est le moins qu'on puisse dire !

Et il n'y a rien d'étonnant à ce que tout ce qui se situe à droite ou à l'extrême-droite, dans cette police, attise le mécontentement. D'autant plus que Gaston Defferre a déclaré la guerre à cette extrême-droite policière. Seulement en paroles, bien sûr, mais il a par exemple dit qu'il fallait y rechercher l'origine de certains attentats ; il l'a mise en cause pour des meurtres ou des actes racistes.'

Ceci dit, dans les prétextes invoqués par les syndicats de policiers pour mener leur campagne contre les ministres de l'Intérieur et de la Justice, il en est qui s'appuient sur des problèmes réels. C'est vrai que, en ce qui concerne la lutte contre le banditisme, et plus généralement en ce qui concerne la sécurité des petites gens, les moyens sont chichement mesurés aux policiers pour les tâches de tous les jours.

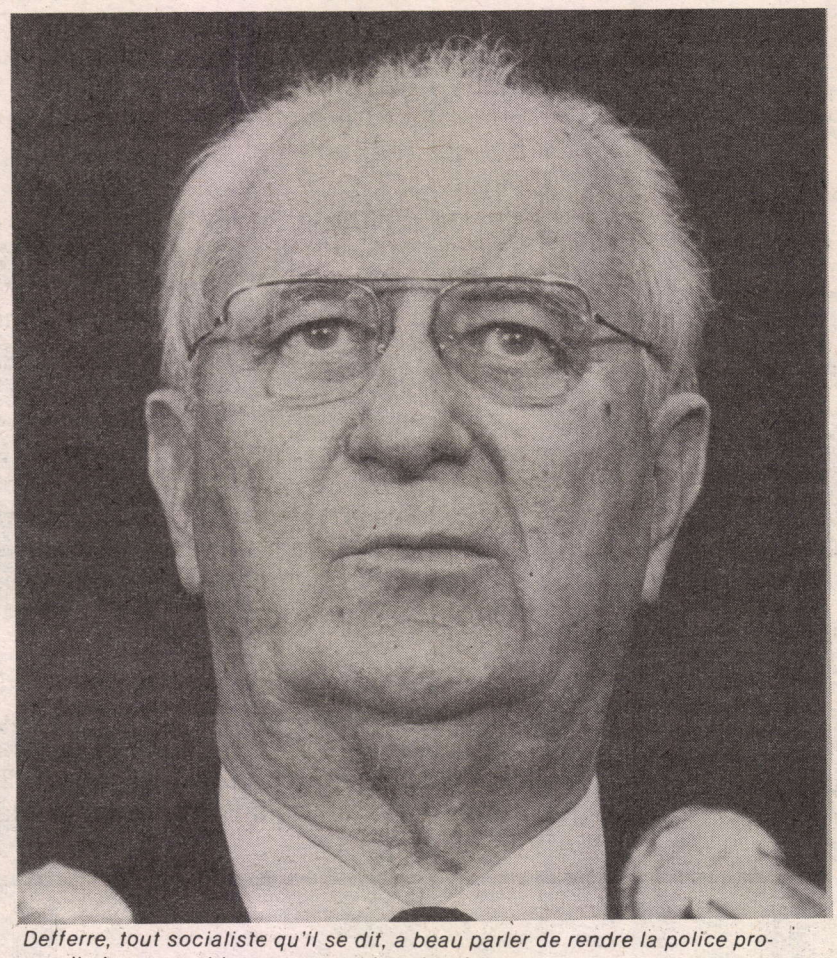
Cela ne date pas de Defferre ! Les gouvernements en place ont toujours considéré les tâches comme la circulation ou la protection de la population comme peu dignes de leurs attentions budgétaires. Par contre, ils n'ont jamais, par exemple, lésiné sur les crédits consacrés à la répression des manifestations.

Et cela ne dépend pas de la bonne ou de la mauvaise volonté d'un ministre, mais de la nature même de la police. On ne demande qu'accessoirement à la police de protéger la population, y compris contre les gangsters. On lui demande de protéger les intérêts d'une minorité de possédants. Et pour cela, on privilégie ce qui pourra servir, si besoin est, contre la population. C'est pour cela que l'on fournit à la gendarmerie des blindés, qui ne sont d'aucune utilité contre les gangsters, mais qui seront efficaces contre une population en rébellion.

Defferre fera donc comme tous ses prédécesseurs de droite, comme de gauche, d'ailleurs. Car ce sont des gouvernements socialistes, ne l'oublions pas, qui ont porté sur les fonds baptismaux les CRS. Ce sont eux qui, après 1945, ont utilisé les CRS et les autres corps de répression contre la population au moment des grèves par exemple ! Ce sont eux qui, de 1945 à 1958, ont été responsables de la sélection et de la formation des policiers, les mêmes qui allaient se déchaîner contre les Algériens en France et servir de point d'appui à l'OAS pendant la guerre d'Algérie.

Et Defferre peut bien parler de rendre la police plus proche de la population, il n'en aura ni les moyens, ni la volonté.

**Guy FICHET**



*Defferre, tout socialiste qu'il se dit, a beau parler de rendre la police propre, il n'en aura ni les moyens ni la volonté.*

## ...et chez les gendarmes de prison

**Jeudi 5 novembre, le jour même où était rendu public le projet de suppression des Quartiers de Haute Sécurité, les journaux annonçaient que des incidents avaient opposé trois prisonniers devant être enfermés dans des QHS, et des gardiens de prison.**

**Parmi ces prisonniers figurait Philippe Maurice, condamné à mort et gracié par François Mitterrand. Le 24 février dernier, il avait blessé un gardien en tentant de s'évader de Fleury-Mérogis.**

**Que s'est-il passé à la prison de la Santé ? D'après l'administration pénitentiaire, Philippe Maurice aurait tenté d'étrangler un gardien. Le ministère de la Justice n'a pas confirmé cette version des faits, et les avocats de P. Maurice et des autres prisonniers ont raconté comment les gardiens les ont provoqués en se ruant sur eux et en les rouant de coups.**

**Aujourd'hui, les trois prisonniers ont été condamnés à 30 et à 45 jours de mitard. Et, avec d'autres prisonniers, ils ont entamé une grève de la faim.**

**En fait, cette provocation des gardiens de prison semble bien être leur riposte au projet de suppression des QHS. Et elle laisse visiblement le ministre de la Justice, tout libéral qu'il soit, impuissant : il n'a pas fait annuler les peines de mitard, par peur de mécontenter encore un peu plus les gardiens de prison.**

**Il fera peut-être demain d'autres concessions. Et de toute façon, même si les QHS sont effectivement supprimés, rien n'empêchera les gardiens de prison de brutaliser les détenus et de faire régner leurs propres lois à l'intérieur des prisons, tant que ces hommes, chargés de l'application des lois répressives, continueront de savoir qu'ils peuvent agir en toute impunité et en restant à leur poste, et continueront de savoir qu'ils sont indispensables à la bonne marche de l'appareil d'Etat.**

G.F.

## Les lois changent, mais la pratique...

*La commission chargée d'étudier un projet d'abrogation de la loi Peyrefitte du 2 février 1981, la fameuse loi « Sécurité et Liberté », a rendu publiques ses propositions.*

*La procédure de flagrants délits, qui permet à un juge de faire passer un accusé en jugement sans même lui laisser le temps d'assurer sa défense, serait supprimée.*

*Le renforcement des peines, prévu par la loi pour certains délits, ainsi que les restrictions du droit de sortie des détenus, ou d'allègement de leur peine, seraient également supprimés.*

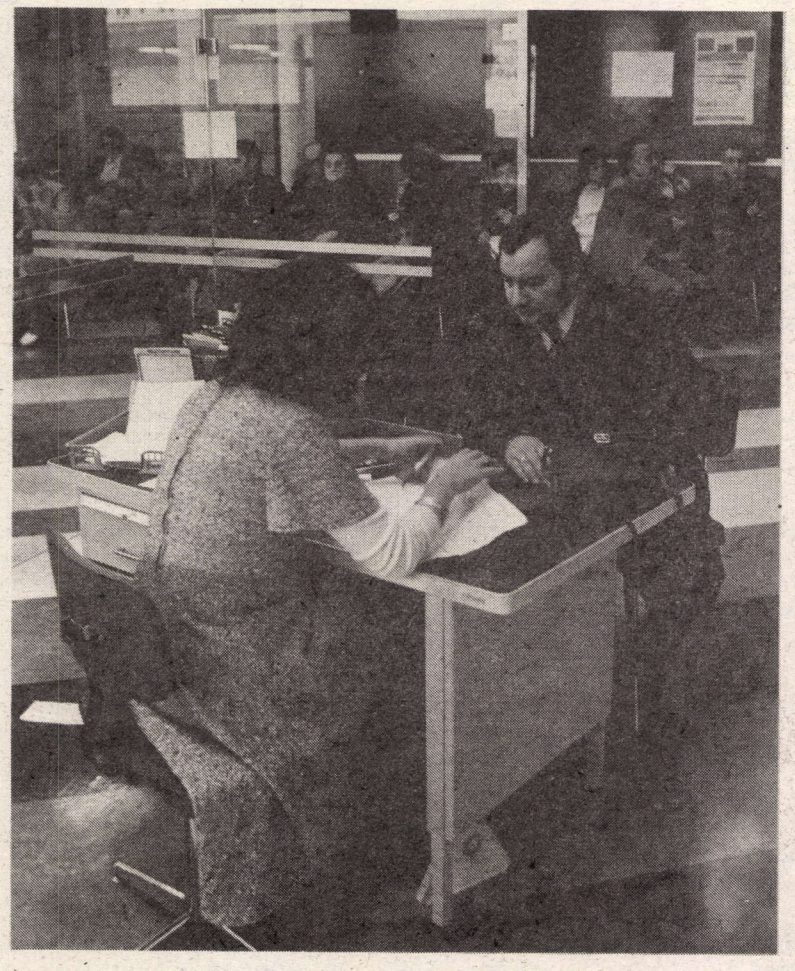
*En ce qui concerne la garde à vue, plus question de la prolonger au-delà de 48 heures (en fait, il s'agit de 24 heures, renouvelables une fois le cas échéant).*

*La détention provisoire ne pourrait être décidée que si la peine encourue est supérieure à 2 ans.*

*Quant aux contrôles d'identité, comme avant février 1981, ils ne redeviendraient légaux qu'en cas de flagrant délit ou de recherche criminelle.*

*C'est tant mieux si la loi Peyrefitte est abrogée, et c'est tant mieux si les droits des personnes sont un peu mieux définis face à la justice.*

*Mais cela ne change en fait pas grand-chose. Un simple exemple : si les contrôles d'identité redeviennent ce qu'ils étaient avant la loi Peyrefitte, il va toujours falloir se promener dans le métro avec un Code pénal — ou, mieux, un avocat — pour rappeler aux policiers où s'arrêtent leurs droits... parce qu'ils n'y a aucune raison qu'ils se privent, plus qu'auparavant, d'exiger qu'on leur montre ses papiers...*



*Sécurité sociale : les travailleurs en ont assez de payer les déficits à répétition.*

# *Après l'entracte électoral les gouvernements changent le 1 % reste*

C'est fait. Le Conseil des ministres du 10 novembre a décidé des différentes mesures qui doivent combler le déficit de la Sécurité sociale.

Et le prélèvement supplémentaire de 1 % sur tous les salaires va être rétabli. Ce fameux prélèvement qu'avait déjà opéré Barre et qui avait fait tant râler — à juste titre — les travailleurs. On avait dû sa suppression à une opération de séduction de l'ancien gouvernement trois mois avant les élections présidentielles. Le gouvernement actuel, qui n'a plus de souci électoral (du moins pas avant 1986), s'est payé le culot de le rétablir.

Il est vrai que cela fait belle lurette qu'on nous en parle, de ce déficit de la Sécurité sociale, ce « trou » qui apparaît et disparaît sans qu'on sache très bien pourquoi, et dont on ne sait que ce que les « officiels » veulent bien nous en dire.

C'est pourtant l'argent des travailleurs, et lui seul, qui alimente la Sécurité sociale, que ce soit par le biais des cotisations directement prélevées sur les salaires, ou que ce soit par le biais des cotisations patronales, qui ne sont finalement qu'une autre façon de disposer de l'argent récupéré sur le dos des salariés.

## *Un déficit venu d'ailleurs...*

Certes, il paraît que notre système de Sécurité sociale nous est envié par bien d'autres pays. Mais nous, nous le payons largement. En France (d'après **Le Nouvel Economiste** du 2 novembre 1981) 42 % des prélèvements obligatoires qu'assument les travailleurs vont à la Sécurité sociale, contre 27 % en moyenne chez nos « partenaires européens ». Et là-dessus on nous fait payer bien des choses qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'assurance sociale. Ainsi, dans son projet de réforme, Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité nationale, énumère quelques « charges indues » qui devraient dépendre du budget général de l'Etat et pas de l'argent des assurés sociaux : l'allocation logement qui représente 13 milliards, la prime de déménagement et d'aide aux jeunes ménages (810 millions), l'allocation aux handicapés (9,2 milliards), les prestations « maladie » servies aux chômeurs qui ne cotisent plus (11,5 milliards) sans oublier les dettes mêmes de l'Etat (5 milliards). Au total, plus de 39 milliards ! De quoi couvrir largement le déficit.

Et tout cela sans compter « les solidarités » qui se sont instituées d'une caisse à l'autre (ce qui peut être justifié) mais surtout d'un régime à l'autre : des glissements s'opèrent du régime « général » vers des régimes spéciaux autonomes, encore plus déficitaires, comme ceux des marins ou des agriculteurs, surtout depuis la loi de « compensation » de 1974.

Donc, déficit il y a ! Et pas qu'un peu puisque, de 10 milliards dans sa version 1981, il passerait à quelque 26 milliards en 1982. Un trou de 36 milliards impressionnant par son rythme de croissance, et qu'il faudra combler !

## *Toujours comblé avec l'argent des travailleurs*

**Alors, « tout le monde va payer »,** nous dit-on. Tout le monde ! Mais surtout les travailleurs, qui devront payer 17 milliards, contre 16 par les patrons. N'en déplaise au **Matin** du 11 novembre, qui titrait en première page et en très gros : **« Salariés : + 1 %, entreprises : + 3,5 % »,** ajoutant, en tout petit et entre parenthèses, sans doute pour ne pas faire trop tendancieux, **« au-dessus du plafond ».**

Ces 17 milliards, pour l'essentiel, proviendront du fameux prélèvement de 1 %, que le gouvernement a même perfectionné puisque, dorénavant, les chômeurs touchant des indemnités supérieures au SMIC le paieront aussi.

900 millions récupérés auprès des salariés, au titre du relèvement de 7 % en juillet 1982 du plafond général tenteront de contrebalancer dans le budget de la Sécurité sociale, la hausse des prix (les patrons, eux aussi, supporteront ce relèvement). Mais on doit aussi inclure dans la note des salariés les 3,5 milliards qui correspondent à la contribution de l'Etat, et qu'ils paieront par leurs impôts !

## *...tandis qu'on laisse la part belle aux patrons*

Quant aux patrons, même s'ils protestent, proportionnellement, ils voient leur part diminuer. En effet, les caisses des « trois risques » (famille, maladie, vieillesse) sont en principe alimentées pour un tiers par les salariés et deux tiers par les employeurs. Or, pour la rallonge attendue, ce ne sera même pas moitié-moitié. Les 16 milliards qu'on se promet de leur faire payer proviendront du déplafonnement de 3,5 % de leur cotisation à l'assurance-maladie, et de la part patronale venant du relèvement du plafond général évoqué plus haut. Par ailleurs, le gouvernement espère faire recette en faisant payer 3 millards, sur les 17 milliards de dettes recensées laissées par les patrons. Cela est d'autant moins sûr que ces « ardoises » proviennent souvent d'entreprises qui se disent en difficultés et sont au bord de la faillite.

Et puis comme les patrons n'ont pas attendu pour crier bien fort qu'on les prenait à la gorge et que tout cela risquait de peser sur les PME qui pourraient éventuellement avoir des projets d'embauche, le gouvernement a su se montrer compréhensif. N'a-t-il pas accepté maintes exonérations pour soulager les employeurs, que ce soit au moment de l'augmentation du SMIC, que ce soit pour la reconduction des divers contrats de solidarité, de contrats « jeunes », exonérations pour lesquelles il en coûtera à l'Etat 6 milliards de francs en 1982.

Alors, quand on voit tout cela, le doute n'est vraiment pas permis. Oui, l'ensemble du plan gouvernemental pour redresser le budget de la Sécurité sociale est un sale coup dirigé avant tout contre les travailleurs ! Et ce ne sont pas les quelques mesures sur l'allocation logement, le minimum vieillesse ou le droit des chômeurs qui pourront le faire oublier !

Oui, c'est encore le pouvoir d'achat des salariés qui trinque ! Et là, pas de temps à perdre. Aussitôt dit, aussitôt fait, puisque tout doit rentrer en vigueur — mis à part le relèvement de 7 % du plafond, prévu pour juillet 1982 — dès le mois de novembre.

Culottés quand même, « les ministres du changement ». Tout en jurant, la main sur le cœur, qu'ils auraient bien voulu faire autrement, ils font les poches des travailleurs. C'est plus facile que de s'en prendre aux profits des capitalistes, aux bénéfices des sociétés pharmaceutiques en premier lieu, elles qui prospèrent et s'épanouissent grâce à l'existence même de la Sécurité sociale !

**Anne GARBE**

## Une protestation polie des syndicats

**Le rétablissement du prélèvement de 1 % supplémentaire de cotisation des salariés, au titre de l'assurance-maladie, a provoqué des réactions des trois principales organisations syndicales françaises.**

**Force Ouvrière, fidèle à elle-même, tout en remarquant, comme ses consœurs, que ce sont tout de même les salariés qui font les frais du plan de redressement gouvernemental (syndicalisme oblige), vole au secours du gouvernement en posant la question :** « Pouvait-il en être autrement ? ».

**La CFDT se borne à constater que** « le rétablissement de ce 1 % ne va pas dans le sens d'une priorité accordée à l'emploi et à la réduction des inégalités ». **Certes, pourrait-on dire. Et elle ajoute :** « Cette amputation du pouvoir d'achat sera encore plus ressentie par les smicards et les bas salaires ».

**La CGT, quant à elle,** « désapprouve » **la décision du Conseil des ministres et déclare que :** « La réédition des moyens employés par le gouvernement précédent est non seulement une injustice sociale et un contresens économique, mais également une faute politique ». « Les travailleurs ont leur mot à dire. Ils doivent faire entendre leur désapprobation » **conclut la CGT, qui exhorte le gouvernement** « à corriger rapidement cette erreur ».

**On ne peut pas dire que le langage des syndicats équivaut à brandir l'étendard de la révolte. Cela serait plutôt du genre plaintif...**

**Si la protestation des travailleurs devait s'en tenir au style syndical, soyons sûrs qu'on n'aurait pas fini de les faire payer et repayer !**

## Pour faire passer la pilule

*Interrogée à sa sortie du Conseil des ministres, Nicole Questiaux a déclaré que tout était une* ***« affaire de solidarité nationale »,*** *qu'il avait d'ailleurs été irresponsable de supprimer la sur-cotisation de 1 % et que les Français oublieraient et seraient satisfaits de voir certaines de leurs prestations améliorées.*

*Il serait en effet prévu un remboursement accru des prothèses dentaires, des appareils auditifs, etc., la couverture des chômeurs au-delà de la période d'un an, après la cessation de tout droit. Quelques modifications positives, mais dont la date d'application reste à préciser (!) et qui, de toute façon, ne font pas le poids face à « l'effort » demandé aux salariés.*

***A.M.***

## Economiser sur les dépenses de la santé

*C'est la tarte à la crème : pour sortir du gouffre, il faut faire des économies, il faut « maîtriser les dépenses de santé ». Delors, comme Barre et Barrot avant lui, proclame que les dépenses hospitalières augmentent trop, qu'il est impossible d'éviter de nouveaux déficits si les dépenses de l'assurance-maladie continuent de progresser. Il voudrait nous convaincre que nous nous soignons trop. Envisagerait-il, en seconde partie, de réduire les remboursements ?*

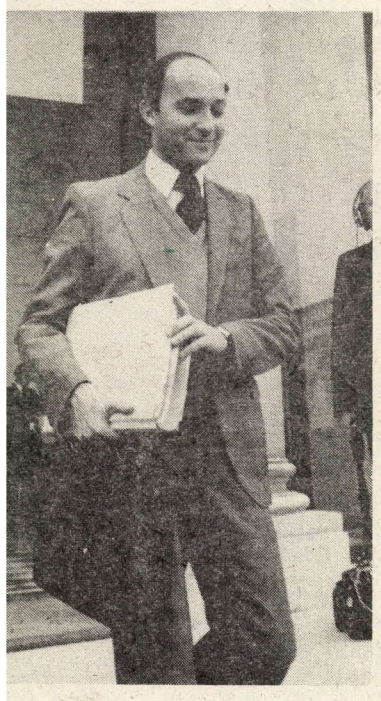
*Pourtant il est normal, souhaitable, que les dépenses de santé croissent plus vite que les autres dépenses, ne serait-ce que parce que l'espérance de vie augmente et que l'on se soigne mieux.*

*Mais la santé des travailleurs, n'est pas — et de loin — la préoccupation essentielle du gouvernement. Il est bien trop soucieux de la santé... des profits des patrons pour rogner sur le budget de l'armement (par exemple) pour combler ce malheureux « trou ».*

***A.M.***

# Les subventions à l'industrie :

# Mauroy « relance »... la trésorerie des patrons



*Laurent Fabius, ministre délégué au Budget : 29 milliards d'aide au secteur privé, soit 79 % de plus que l'an dernier. Une affaire qui marche pour les patrons !*

(AFP)

En présensant le projet de budget 1982, au Parlement, Laurent Fabius, le ministre délégué chargé du budget, a expliqué que pour sortir le pays de la crise, le gouvernement entendait recourir à une « stratégie de relance ».

La revoilà donc cette fameuse « relance » dont Giscard et Barre avaient la bouche pleine il n'y a pas si longtemps. En termes moins choisis, ce mot élégant signifiait alors tout simplement que l'Etat entendait puiser dans la poche des contribuables de quoi subventionner les capitalistes.

De ce côté-là, il n'y aura pas grand changement en 1982. C'est en tout cas ce qui ressort de l'examen du budget proposé par le gouvernement, dans lequel tout un système de prêts, d'aides et de subventions, vont permettre d'injecter des milliards dans le secteur privé.

C'est ainsi que le budget général d'aide à l'industrie atteindra la modique somme de 34,4 milliards, soit une augmentation de 52 % par rapport à 81. Sur ce budget, les deux tiers, soit 29 milliards, sont attribués au seul secteur privé, qui n'a vraiment pas à se plaindre puisque sa part augmente de 79 % ! Sans compter une partie des aides à l'exportation, dont l'enveloppe totale se monte à 5,8 milliards.

Cette aide à l'industrie peut prendre des formes diverses : les aides directes tout d'abord, essentiellement sous forme de subventions, atteignent 5,8 milliards (+ 48 % par rapport à 81), puis les aides à la recherche qui permettent aux entreprises de faire financer par l'Etat des programmes de recherche, mais d'en tirer le profit pour elles seules.

Ensuite viennent différents types de prêts dont une bonne partie sont distribués par le FDES (Fonds de Développement Economique et Social), des prêts à des taux d'intérêts si avantageux qu'ils feraient rêver les acheteurs de voiture... Pour distribuer ces largesses, le FDES dispose en 82 de 7,8 milliards contre 3,4 en 81, 127 % d'augmentation, une paille ! Il est vrai que le secteur privé ne sera pas tout à fait seul à en bénéficier, mais jusqu'à présent, c'est toujours lui qui se taillait la part du lion.

Et puis, en dehors du chapitre de l'aide à l'industrie, et donc en plus des 34,4 milliards, on trouve encore bien d'autres petits et gros cadeaux destinés au patronat.

Ne serait-ce, d'abord, que toutes les commandes d'équipement de l'Etat qui vont au secteur privé, et qui se chiffrent par dizaines de milliards.

Ensuite, toute une partie du budget de la recherche scientifique (18 milliards en 1982) se traduit pas des contrats de sous-traitance passés par l'Etat avec des entreprises privées.

Enfin, 6,8 milliards (+ 74 % par rapport à 81) sont affectés aux « mesures en faveur de l'insertion des jeunes » et aux « actions nouvelles d'incitation à la création d'emplois ». Des mots ronflants qui recouvrent des réalités plus terre à terre : par exemple le financement des exonérations de charges sociales en faveur des patrons dans le cadre du plan « avenir-jeunes » (le nouveau nom des anciens stages Barre) ou encore le financement des « pactes de solidarité ». Autant dire que ces milliards sont avant tout destinés à permettre au patronat de faire des économies substantielles tout en s'offrant une main-d'œuvre à bon marché.

Allons, les capitalistes ne sont pas à plaindre ! D'autant moins que, si le gâteau a grossi, le nombre de bénéficiaires potentiels a diminué du fait des nationalisations.

Quant aux contribuables, et en particulier aux salariés, on leur explique une fois de plus que ces milliards sont destinés à la relance et donc à l'emploi. Mais, de fait, le gouvernement Mauroy n'a fait que reprendre à son compte, en les aggravant, les mesures que Barre avait adoptées ces dernières années en faveur des patrons.

Et on sait à quoi ils ont servi les milliards distribués par Barre : à maintenir les profits des trusts. Les grosses entreprises les ont utilisés pour se moderniser. Et pour quelques entreprises qui ont peut-être embauché, combien par contre ont largement débauché, mettant des milliers de travailleurs au chômage.

Et Mauroy se garde bien de dire comment il pourrait en être autrement sous son gouvernement.

Bref, la sauce a rosi, mais la salade est la même, simplement elle sera plus consistante pour le patronat.

## *SIDERURGIE : Mauroy éponge tout ?*

*Dans le domaine des subventions, la sidérurgie détient une espèce de record. Cela fait 20 ans que l'Etat verse des subventions aux trusts de la sidérurgie. En 1978, l'Etat est devenu majoritaire dans les groupes Usinor et Sacilor, et le gouvernement Barre a épongé 9 milliards de dettes que la sidérurgie avait accumulés.*

*Or, de 1974 à 1980, 50.000 emplois ont été supprimés dans l'acier. C'est même l'Etat qui s'est chargé de financer en grande partie les indemnités de licenciement et les mesures de retraite anticipée. Une somme de 2,7 milliards figure encore au budget 1982 à ce titre.*

*Autant dire que, dans la sidérurgie, les milliards des impôts qu'a versés l'Etat n'ont servi qu'à aggraver le chômage.*

*Mais cela n'empêche pas Mauroy de passer une nouvelle fois l'éponge sur les dettes des trusts envers l'Etat, soit environ 7 milliards, aux frais des contribuables. Aura-t-il encore le culot de nous dire que ces milliards serviront à lutter contre le chômage ?*

## AU «FORUM DE L'EXPANSION»

# «Je t'aime», dit Mauroy «Moi non plus», répondent les patrons

Mauroy a eu beau multiplier les ronds de jambe devant plusieurs centaines de patrons réunis au « Forum de l'Expansion », ceux-ci sont restés de glace. Il y a même eu des rires sarcastiques quand, dans une envolée, il a déclaré : **« La relance est là. La France apaisée retrouve le chemin de la croissance ».** Mon œil ! ont pensé les patrons en ricanant ouvertement. Auparavant, François Ceyrac, au nom du CNPF, avait présenté les doléances du patronat : ils n'ont pas confiance, les pauvres, car voyez-vous, « une menace diffuse » pèse sur eux. Mauroy a eu beau énumérer toutes les subventions aux patrons, tous les conseils de modération prodigués aux salariés, rien n'y a fait. Les patrons savent bien en réalité que le pouvoir ne leur veut pas de mal et qu'ils peuvent continuer à faire comme par le passé de bons gros profits, mais cela ne les empêche pas de faire quand même la gueule. D'ailleurs, jusqu'à présent, cela leur a réussi puisqu'il a suffi qu'ils fassent étalage de leur mauvaise humeur pour que le gouvernement remballe certains projets de lois ou les édulcore au point qu'il n'en reste plus grand-chose comme ce fut le cas récemment pour le projet de loi sur l'imposition des grosses fortunes.

**« En cas d'échec de la lutte contre le chômage, les patrons seraient tenus pour responsables au même titre que le gouvernement »** a averti Pierre Mauroy, voulant démontrer aux patrons qu'ils étaient embarqués dans la même galère que le gouvernement et qu'ils feraient mieux de se montrer plus coopératifs. Mais les possédants sont bien placés pour savoir que si les gouvernements passent, les grosses fortunes restent. Tant qu'il n'y aura pour les menacer que les petites colères de Fabius ou les sermons patelins de Mauroy, ils n'ont rien à craindre.

**Yvette BLONDIN**

## RAPPORT HANOUN :

## TOUJOURS TOP SECRET

**En 1978, les députés socialistes avaient réclamé la publication du rapport Hanoun, qui traitait des aides directes et indirectes de l'Etat aux entreprises privées. Barre avait refusé et le rapport était resté bien à l'abri des indiscrets.**

**Le 15 octobre dernier, Gustave Ansart, le député communiste, a réitéré la même demande. Réponse de Dreyfus, le ministre de l'Economie : pas question, le rapport contient des** « informations douanières et fiscales confidentielles ».

**Confidentiel, un rapport qui date de 1978 ? Une façon de reconnaître que les pratiques de l'Etat n'ont guère changé depuis la venue de la gauche au gouvernement !**

## Réunion publique Lutte Ouvrière à Paris VENDREDI 20 NOVEMBRE, à 20 h 30

***Le gouvernement socialiste face à la crise mondiale.***

**Palais de la Mutualité, rue Saint-Victor**
**M° Maubert-Mutualité**

## Fête de Lutte Ouvrière

**LE 22 NOVEMBRE, de 10 h à 20 h**
**salle de la Mutualité**
**boulevard Victor-Hugo**
**ST-NAZAIRE**

**Avec Jean Kergrist ; « Le clown atomique ». Sous réserve : le rock des années 60.**

**Alain Pennec et son accordéon diatonique et des courts métrages de Charlot.**

# NOUVELLE-CALEDONIE

# Pour obtenir son indépendance, le peuple kanak ne peut compter que sur lui-même

**Les condamnations n'ont pas tardé à venir, à la suite des violents incidents qui ont marqué, le samedi 7 novembre, la grande braderie de Nouméa, la capitale de la Nouvelle-Calédonie. Ces incidents se renouvellent chaque année, bien que cette fois-ci ils aient revêtu une ampleur particulière : plusieurs centaines de jeunes Mélanésiens avaient saisi cette occasion, où s'étalent le luxe et la richesse de la communauté européenne, pour marquer leur colère. Munis de sacs remplis de pierres, ils ont brisé les vitrines du centre-ville, mis à sac des magasins, endommagé des voitures, molesté des Européens. Trois pelotons de gendarmes mobiles sont intervenus, et plusieurs dizaines de manifestants ont été arrêtés. Neuf jeunes kanaks, âgés de 18 à 25 ans, ont été condamnés en flagrant délit à des peines de 2 à 3 mois de prison et, mardi dernier, six autres ont été également condamnés à la suite de cette journée d'émeutes.**

**Telle est donc la réponse du gouvernement français à l'exaspération de la population kanake et à ses revendications d'indépendance. Car c'est bien la question de l'indépendance qui est posée par la population autochtone de cette colonie française qu'est la Nouvelle-Calédonie.**

**C'est pourtant un tout autre langage que tenait, il n'y a pas si longtemps, le candidat Mitterrand, avant d'accéder à la présidence de la République. Le 23 novembre 1979, en pleine Assemblée Nationale, il faisait en ces termes une profession de foi anti-colonialiste :**« Nous avons assez vécu, au cours de ce dernier quart de siècle, les problèmes de la décolonisation pour savoir quels peuvent être le désespoir puis la colère de populations qui ne savent plus à qui s'adresser ou bien qui, le sachant, ne trouvent auprès de leur interlocuteur, le gouvernement de la France, ni attention, ni vigilance, ni bienveillance, ni compréhension. On en arrive donc à la situation de désespoir qui précédera, je peux vous le garantir, une situation d'affrontement. La population kanake, me direz-vous, est ethniquement, aujourd'hui, minoritaire en Nouvelle-Calédonie. C'est possible. Mais un tel argument n'est pas suffisant, quand on sait comment a été facilitée l'immigration importée à la fois de la métropole et des pays voisins**». Et le même Mitterrand rappelait alors de la Parti Socialiste avait pris position en faveur de l'indépendance.**

**Eh bien, cette** « situation de désespoir » **que décrivait si bien Mitterrand s'est transformée aujourd'hui en « situation d'affrontement ». Et, comme l'habit fait le moine, Mitterrand, une fois devenu président de la République, prêche une doctrine que ses prédécesseurs n'auraient pas reniée. Contre les situations d'affrontement, il fait donner les gardes mobiles et les tribunaux... en attendant de définir une politique vis-à-vis des revendications indépendantistes de la population kanake. Car, depuis l'installation de la nouvelle majorité au pouvoir, il est beaucoup moins question d'écouter les** « populations qui ne savent plus à qui s'adresser ». **Ainsi le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Henri Emmanuelli, déclarait en août dernier, lors de son voyage en Nouvelle-Calédonie :** « Le gouvernement n'est pas opposé à une évolution du statut ». **Cette évolution, bien entendu, restant entièrement à définir, le secrétaire d'Etat se contentait de paroles apaisantes où il dénonçait** « certains privilèges » **et** « les inégalités les plus criantes ». **Mais d'indépendance, il n'était dans ce discours point question.**

*Des manifestants kanaks après l'assassinat du dirigeant Pierre Declercq. Depuis, les manifestations anti-colonialistes n'ont pas cessé.*

**De même, aujourd'hui, le chef de l'Etat se penche sur la question de la Nouvelle-Calédonie et reçoit des notables... européens, représentants de l'île, sans doute pour rassurer les 50.000 colons européens qui s'arrogent tous les privilèges et qui ont, le 11 novembre, démonstrativement rappelé au gouvernement français, lors d'une manifestation estimée à plus de 20.000 personnes à Nouméa, qu'ils entendaient bien que la situation reste pour eux inchangée.**

**Mitterrand parle également d'organiser un référendum sur la question de l'auto-détermination de la Nouvelle-Calédonie.**

**Le référendum, en l'occurence, n'est pas le meilleur moyen de favoriser les aspirations de la population kanake qui, du fait de la politique de peuplement menée par l'impérialisme français, se trouve minoritaire sur son propre territoire. Ainsi Mitterrand ne prend guère de risques vis-à-vis des Européens qui, eux, entendent bien rester « attachés » à la France... et aux privilèges qu'elle leur accorde !**

**Les kanaks ne réclament pas — du moins pas encore — le départ de tous les colons qui sont venus sur leur territoire tirer profit des richesses naturelles et de la main-d'œuvre bon marché. Ils réclament simplement qu'on leur restitue leurs terres, qu'on leur laisse un égal accès aux richesses et aux responsabilités. Certains d'entre eux, peut-être aujourd'hui encore une minorité, ont conscience que cela ne peut être obtenu qu'au travers de l'indépendance, car c'est effectivement l'appareil de domination coloniale qui permet aux colons venus s'établir en Nouvelle-Calédonie de s'arroger tous les privilèges.**

**Paradoxalement, ce sont les indépendantistes qui avaient soutenu la candidature de Mitterrand aux élections présidentielles, dans ce territoire où Giscard avait pourtant obtenu la majorité des voix. Et aujourd'hui le gouvernement de Mitterrand prend argument de ce que les indépendantistes sont une minorité dans la population pour remettre en question ce droit à l'indépendance.**

**Le peuple kanake avait peut-être des illusions dans un gouverment socialiste. Il n'a en tout cas pas tardé à montrer qu'il ne se laisserait pas bercer d'illusions et, faute d'obtenir satisfaction aux promesses électorales, il passe maintenant à l'action. A juste titre, car il ne pourra compter que sur lui-même pour obtenir satisfaction.**

Hélène DURY

## Les Kanaks, étrangers dans leur propre pays

La Nouvelle-Calédonie, une île située à l'est de l'Australie, dans l'océan Pacifique, compte 139.600 habitants, parmi lesquels les kanaks (la population autochtone) ne représentent que 43 % du total. Une politique d'encouragement à l'immigration de la part de l'impérialisme français, qui domine l'île depuis 1850, a drainé, outre les Européens qui comptent pour 35 % de l'ensemble de la population, des gens originaires de Wallis, de Tahiti, du Vietnam (ces trois groupes réunis forment 20 % de la population de l'île) ou d'autres territoires d'Océanie.

Le nickel et le cobalt sont les principales resources de la Nouvelle-Calédonie. Par ailleurs les colons se sont accaparé les bonnes terres (appartenant aux tribus kanakes) pour y pratiquer l'élevage extensif de bovins.

Parallèlement aux manifestations de colère de Nouméa, les indépendantistes se sont engagés, depuis cet été, dans des actions d'occupations de terres de colons, à l'est de l'île. La question de la terre figure en effet parmi les premières préoccupations de la population kanake.

**H.D.**

# USA

## Petite combine pour gros bonnets

*Aux USA, le dégrèvement d'impôt au bénéfice des grosses entreprises, cela existe aussi. Pour pouvoir en tirer vraiment tous les avantages possibles, deux trusts américains, Ford et IBM, viennent de mettre au point une tactique astucieuse. La voici.*

*Ford a droit à un rabais d'impôts de 300 millions de dollars (un milliard et demi de francs lourds !), pour les investissements qu'il a fait en machines. Mais ce rabais d'impôts, Ford ne peut en profiter car la firme, étant en déconfiture, ne déclare pas de bénéfice et ne paye donc pas d'impôts. Pour ne pas perdre son rabais, Ford va vendre — vente fictive bien sûr — une partie de ses machines à IBM qui, elle déclare des bénéfices. IBM va payer à Ford 78 millions de dollars pour cet achat fictif, mais l'opération va lui permettre de bénéficier de 168 millions de dollars de réduction d'impôt. (Apparemment la combine ne permettait pas de récupérer les 300 millions de dollars au complet). Au total, Ford empoche 78 millions de dollars et IBM 168-78 = 90 millions de dollars. Les deux géants ont fait part à deux, en quelque sorte.*

*Bien sûr, nous ne vous livrons cette procédure que pour votre information personnelle. Elle ne peut hélas pas servir à un particulier, ni français ni américain, qui paiera, lui, ses impôts, même s'il a revendu fictivement sa salle à manger ou sa voiture à un cousin de province.*

***Roger PERIER***

# BELGIQUE

# Elections : quand la démagogie régionaliste sert à détourner le mécontentement dû à la crise

Quelles seront les conséquences politiques des élections générales qui se sont déroulées en Belgique le 8 novembre ? Les politiciens belges eux-mêmes ne le savent sans doute pas encore, eux qui en sont aujourd'hui à supputer les avantages de telle ou telle forme de coalition gouvernementale. Car ces élections n'ont nullement simplifié les données de la crise parlementaire que connaît le pays depuis bon nombre d'années. Au contraire, elles semblent avoir encore compliqué un jeu politique qui l'était déjà passablement.

Le grand perdant des élections est le principal parti au pouvoir, le CVP, Parti Social-Chrétien flamand, premier parti de la Chambre et qui a été le parti du Premier ministre de façon presque ininterrompue. Il passe de 57 sièges à la Chambre à 43. Son homologue wallon, le PSC, chute dans les mêmes proportions, en passant de 25 sièges à 18. C'est essentiellement au profit de la droite libérale (PVV en Flandre et PRL en Wallonie), qui était en dehors de la coalition gouvernementale, que se fait cette chute. Mais les socialistes tirent bien leur épingle du jeu.

Les deux Partis Socialistes (BSP en Flandre et PSB en Wallonie) font partie eux aussi de façon presque ininterrompue de toutes les coalitions gouvernementales belges. Ils faisaient partie, en particulier, du gouvernement de Mark Eyskens, dont la chute, le 21 septembre dernier, a provoqué la tenue de ces élections, qui étaient des élections anticipées. C'est le Parti Socialiste wallon qui a choisi de provoquer la crise gouvernementale en se retirant de la coalition. Le motif invoqué était l'impossibilité de se mettre d'accord avec ses partenaires gouvernementaux — y compris les socialistes flamands du BSP — sur l'aide à accorder à la sidérurgie wallonne en crise. Cette sortie du PSB du gouvernement allait de pair avec une certaine radicalisation de son langage. Son leader, Guy Spitaels, a haussé le ton pour dénoncer l'immobilisme du CVP et la mainmise de la Flandre sur la Wallonie.

Le bilan de l'opération n'est pas mauvais pour le PS. Les deux Partis Socialistes se maintiennent en voix et, grâce au système électoral, le PS wallon gagne même trois sièges. Ce qui signifie que le BSP et le PSB ont réussi à détourner sur leurs partenaires sociaux-chrétiens le discrédit qui frappe la participation gouvernementale, dans la situation de crise économique aiguë que connaît la Belgique. Et sans doute les leaders du PS estiment-ils que ce n'est déjà pas si mal, d'autant plus que les nouveaux rapports de forces à la Chambre les mettent en meilleure position pour renégocier leur participation au gouvernement avec les sociaux-chrétiens ou peut-être avec les libéraux.

Les négociations pour la constitution du nouveau gouvernement s'annoncent difficiles, d'autant plus que les politiciens savent qu'ils devront faire face à la crise, prendre des mesures impopulaires. De plus, les partis politiques belges ne sont pas seulement de droite ou de gauche. Ils sont aussi, et même surtout, flamands ou wallons, et la démagogie autour des thèmes flamand et wallon constitue un terrain fertile dont les partis belges ne veulent pas se priver, et qu'ils cultivent même avec passion. Cela permet de détourner facilement le mécontentement d'une partie de la population belge contre l'autre. Mais son principal résultat est de rendre la crise parlementaire inextricable, au point que la durée de vie des gouvernements, depuis trois ans, n'a guère dépassé six mois. Au point aussi que, d'une crise à l'autre, chaque parti étant prisonnier de sa propre démagogie flamande ou wallonne, la Belgique ressemble de moins en moins à un Etat unitaire.

Alors sans doute la bourgeoisie belge regrette-t-elle cette situation politique, ce manque de stabilité gouvernementale. Elle préfèrerait probablement des partis plus responsables, moins sujets à la démagogie régionaliste ou linguistique, plus prêts à affronter l'impopularité. Mais d'un autre côté, cette démagogie se révèle un moyen efficace, jusqu'à présent, pour détourner le mécontentement des travailleurs sur de faux ennemis, ou pour les démoraliser. La bourgeoisie, finalement, parvient à faire payer la crise à la classe ouvrière sans trop de remous sociaux.

Il reste à savoir combien de temps cela durera et si, un jour, la bourgeoisie belge ne regrettera pas les petites crises politiques à répétition d'aujourd'hui... parce qu'elle se trouvera devant des crises politiques d'une autre dimension, et peut-être d'une autre gravité pour elle.

André FRYS

*Belgique : un coup pour rien ?* (AFP)

## LE PARTI SOCIALISTE BELGE

*Le Parti Socialiste Belge, en cette période de crise économique qui frappe plus profondément la Wallonie (région industrielle ancienne) que la Flandre, ne dénonce pas le système capitaliste, il dénonce la mainmise de la Flandre sur la Wallonie. Côté flamand, le CVP explique que tout irait mieux si, malheureusement, la Flandre prospère n'avait pas à payer pour venir en aide à la Wallonie, région assistée. Sur ce plan, il est d'ailleurs soumis à la pression des nationalistes flamands de la Volksunie qui, eux, trouvent que le CVP au pouvoir en fait toujours trop pour la Wallonie. D'où le refus du CVP d'aider la sidérurgie wallonne... et le refus du PS de continuer à participer au gouvernement dans ces conditions, pour ne pas être accusé de brader la Wallonie.*

# Bruits de bottes en Amérique centrale

*Le chef du Pentagone, Caspar Weinberger. Pour lui et le gouvernement américain, il n'est pas question que les peuples d'Amérique latine décident librement de leur sort.* (AFP)

Sous la houlette des USA, représentés par le chef du Pentagone Caspar Weinberger, une réunion à huis clos des responsables militaires de 20 pays latino-américains s'est tenue à Washington du 3 au 5 novembre. Son sujet principal semble avoir été la situation au Salvador, où la dictature de la junte militaire a du mal à se maintenir malgré les massacres et l'aide massive des USA.

Pour rétablir à leur profit la situation au Salvador, les USA et leurs alliés fantoches du continent latino-américain envisageraient un certain nombre d'actions militaires contre Cuba et le Nicaragua, coupables à leurs yeux d'aider la résistance à la junte salvadorienne. C'est ainsi que le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig aurait, selon le journal **New York Times,** demandé au Pentagone d'examiner une série d'options militaires américaines contre Cuba et le Nicaragua, telles que démonstration de force de l'aviation américaine, exercices navals, blocus et même éventuellement invasion par des forces américaines et latino-américaines.

Les dirigeants de La Havane semblent prendre ces menaces au sérieux, puisqu'une certaine mobilisation populaire a lieu dans le pays. Le ministre cubain de la Culture, Armando Hart, en visite à Paris, a déclaré que le pays se préparait à résister à une intervention armée américaine. Quant au Nicaragua, c'est depuis un mois que les autorités préparent la population à l'éventualité d'une invasion, à partir du Honduras, d'exilés soutenus par les USA et l'armée du Honduras.

Il est à l'heure actuelle difficile de dire si tous ces bruits de bottes sont de l'intimidation pure et simple, destinée avant tout à effrayer le peuple salvadorien pour l'amener à cesser la résistance, ou bien s'ils présagent une réelle intervention. Dans ce cas, la politique des USA ressemblerait fort à celle qu'ils avaient menée dans le Sud-Est asiatique : incapables de l'emporter au Vietnam du Sud, ils avaient cherché à étendre le conflit à toute la péninsule indochinoise, sans plus de succès d'ailleurs, mais en multipliant les destructions et les victimes de leur politique criminelle.

En tout cas une chose est certaine : le gouvernement des Etats-Unis, le champion de la « liberté », refuse aux peuples d'Amérique latine de choisir librement leur sort. Seules les dictatures plus ou moins féroces semblent avoir grâce à ses yeux, l'important étant que les trusts américains puissent continuer à surexploiter sans problèmes tout un continent à leur merci.

Même si toutes ces menaces restaient en fin de compte essentiellement à usage interne, pour montrer au peuple américain que Reagan, faute de résoudre le chômage, est capable de dicter sa volonté au monde, ces sinistres projets concoctés par l'impérialisme américain pour maintenir une sujétion proche de l'esclavage dans toute l'Amérique centrale et du Sud ne peuvent que révolter encore plus ces peuples et hâter le temps où s'effondrera cet édifice monstrueux.

**Alain LEMART**

# ESPAGNE

# Crise au sein du parti gouvernemental sur fond de complots militaires

**Rien ne va plus au sein de l'Union du Centre Démocratique (l'UCD), le parti gouvernemental espagnol. Le départ d'une partie des députés de l'aile dite « social-démocrate » de ce parti, regroupés autour de l'ancien ministre Fernandez Ordonez, est en effet loin d'avoir mis fin à la crise que traverse le parti centriste, qui reste déchiré entre les « sociaux-démocrates » ayant choisi de rester au sein de l'UCD, les partisans de l'actuel président du gouvernement, Calvo Sotelo, et ceux de son prédécesseur, aujourd'hui duc de Suarez.**

**Les rivalités de personnes et de cliques ne sont sans doute pas étrangères à ces querelles. Mais elles reposent aussi sur des calculs politiques différents. Le gouvernement Calvo Sotelo, qui a été investi au lendemain du putsch manqué du lieutenant-colonel Tejero, en février dernier, s'est engagé — par rapport à la politique de son prédécesseur — dans un cours à droite que contestent ouvertement les partisans de Fernandez Ordonez, plus discrètement ceux de Suarez.**

**C'est que, dans le monde parlementaire espagnol, tout le monde est en train de se préparer pour les prochaines élections législatives, qui sont prévues pour 1983, mais qui pourraient bien avoir lieu avant, surtout si la faible majorité du gouvernement aux Cortès continue de s'effriter. Or, pour le moment, la cote de popularité du chef du gouvernement est au plus bas, avec 18 %, alors que celle du leader du Parti Socialiste, Fèlipe Gonzalez, atteint 47 % d'après les derniers sondages. Et tous les commentateurs politiques prévoient une victoire des socialistes aux prochaines élections.**

**Dans ces conditions, il peut être tentant pour les courants de l'UCD qui se déclarent « sociaux-démocrates », ou qui simplement tiennent à démarquer leur « centrisme » de la droite, de prendre leurs distances d'avec la politique gouvernementale, de manière à pouvoir éventuellement tendre la main demain au Parti Socialiste.**

**Dans le contexte politique espagnol, la participation d'une fraction de l'actuel parti gouvernemental à une majorité parlementaire comprenant les socialistes pourrait d'ailleurs bien être une condition nécessaire pour que le PS puisse accéder au gouvernement, car il n'est pas sûr du tout que l'armée accepterait de voir se constituer un gouvernement socialiste homogène.**

**Il n'est d'ailleurs guère plus sûr que l'état-major accepterait un gouvernement socialiste-centriste, puisque même un gouvernement centriste homogène — on l'a bien vu le 23 février — n'est pas à l'abri d'une tentative de coup d'Etat militaire.**

**La crise de l'UCD a d'ailleurs relancé les bruits de complots militaires, qui à vrai dire n'ont guère cessé ces derniers mois. Felipe Gonzalez, le leader du Parti Socialiste, a même reproché à l'UCD son « irresponsabilité » qui — d'après lui — augmenterait les risques de putsch. Mais aussi méprisables que puissent paraître les calculs parlementaires dans ce contexte, ce qui constitue un danger fondamental pour les libertés démocratiques en Espagne aujourd'hui, ce n'est pas la crise de l'UCD, c'est l'existence même de l'armée et de la police, de la caste des officiers. Et cela les partis de gauche, à commencer par le Parti Socialiste, ne le dénoncent pas plus que les soi-disant libéraux du « centre ».**

F.D.

*Le colonel Tejero lors de la tentative du coup d'Etat du 23 février. Des bruits de complots militaires n'ont guère cessé ces derniers mois en Espagne.* (AFP)

## *Guerre ouverte au sein du Parti Communiste entre la direction carrilliste et le « secteur rénovateur »*

Une fédération régionale (le Parti Communiste Basque, partie intégrante du Parti Communiste d'Espagne) décidant de fusionner avec une organisation nationaliste de gauche (Euzkadiko Ezkerra, considérée comme proche de la branche politico-militaire de l'ETA), des membres du Comité central se solidarisant avec cette politique et enfreignant ouvertement la discipline de leur organisation : il se passe décidément de drôles de choses au sein du Parti Communiste d'Espagne (le PCE).

En fait, les prémisses de cette crise étaient visibles dès la préparation du dixième congrès du PCE, qui s'est tenu il y a quelques mois. Au cours de la discussion préparatoire, il était en effet clair qu'un certain nombre de cadres du parti se posaient des questions qui revenaient à remettre en cause, à plus ou moins long terme, l'existence même du PCE.

C'est un curieux destin que celui du PCE. A l'automne 1975, quand la simple appartenance au Parti Communiste était légalement assimilée à un délit de terrorisme, bien peu de ses dirigeants et de ses militants se seraient, sans aucun doute, hasardés à prédire que, dix-huit mois plus tard, leur parti serait légalisé et admis à participer à la vie parlementaire. Mais si la légalisaton a comblé les vœux de tous les militants, les résultats électoraux de 1977 et 1979 ont aussi monté, à ceux qui aspiraient à voir le PCE devenir quelque jour un parti gouvernemental et aux carriéristes qui l'avaient rejoint dans les premières années du post-franquisme, que sur ce plan-là l'avenir était bouché. Avec une audience électorale de l'ordre de 8 % des voix à l'échelle nationale et le voisinage d'un Parti Socialiste faisant figure de successeur possible de l'UCD, mais nullement désireux de se compromettre par des liens trop étroits avec les communistes, les chances du PCE d'être associé à court ou moyen terme à la gestion des affaires de la bourgeoisie espagnole paraissent bien faibles.

Il n'en fallait pas plus pour qu'un certain nombre de responsables se demandent si l'existence du Parti Communiste était bien adaptée aux conditions de l'époque, si la scission du mouvement socialiste international en 1920-21 était toujours justifiés, etc.

Mais ce n'est finalement pas des courants tentés par l'intégration à plus ou moins long terme au sein du Parti Socialiste qu'est née la crise ouverte, mais de la décision de la branche basque du PCE, le Parti Communiste Basque, d'entamer des pourparlers de fusion avec Euzkadiko Ezkerra (la Gauche Basque).

L'affaire prit cependant une portée nationale avec l'organisation à Madrid, le jeudi 5 avril, d'un meeting patronné par un certain nombre de dirigeants du PCE, non basques, au cours duquel les dirigeants du Parti Communiste Basque (qui venaient d'être exclus du PCE) et ceux d'Euzkadiko Ezkerra ont défendu leur politique.

La direction du PCE a répliqué en entamant une procédure d'exclusion contre les rebelles, qui appartiennent au secteur qualifié de « rénovateur » du parti. Ce qui n'a pas empêché un certain nombre de responsables locaux du PCE de Valladolid de convoquer, dans leur ville, un meeting analogue à celui qui mit le feu aux poudres à Madrid.

Il est pour le moment difficile de savoir quelles seront les réactions des militants de base devant cette affaire. Mais d'ores et déjà, après la dissolution du Parti Communiste Basque, cette procédure d'exclusion entamée contre un membre du Comité exécutif (le secrétaire aux relations internationales, Manuel Azcarate), quatre membres du Comité central (dont la députée Pilar Brabo) et six des neuf conseillers municipaux communistes de Madrid, fait de l'actuelle crise du Parti Communiste d'Espagne la crise la plus grave qu'un Parti Communiste occidental ait connue depuis longtemps.

**François DUBURG**

# A FRANCFORT

# Des manifestants pour défendre la forêt

***Depuis le début du mois de novembre, les manifestations se succèdent à Francfort, en Allemagne, contre la construction d'une nouvelle piste de l'aéroport, piste destinée avant tout au trafic militaire et qui doit entraîner la destruction de toute une partie de la forêt. Entre les avions militaires et les arbres, les écologistes de Francfort n'ont pas hésité, et on les comprend.***

***Dans la nuit du 3 au 4 novembre, la police a détruit le village de tentes que les écologistes avaient érigé sur l'emplacement prévu pour la piste, et plusieurs personnes ont été blessées. Mais cela n'a pas entamé le moral des manifestants, qui se sont retrouvés à nouveau, et cette fois à près de 20.000, samedi 7 novembre, pour crier leur opposition au projet. Et des manifestations de soutien ont eu lieu dans d'autres villes d'Allemagne.***

***Pour l'instant, les écologistes semblent avoir remporté une première victoire, puisque le ministre de l'Intérieur de Hesse se serait engagé à demander à la société de construction la suspension des travaux. Suspension qui pourrait prendre effet le 14 novembre.***

***Les écologistes allemands ont eu bien raison, pour défendre la forêt, de montrer de quel bois ils se chauffaient.***

*F.F.*

*Des jeunes manifestants écologistes bloquant un train à Francfort.* (AFP)

# A BAS LA GUERRE

**Pour le 11 novembre, qui fait traditionnellement le plaisir de tous les ranimeurs de flammes et autres porteurs de drapeaux, les nouveaux dirigeants qui se disent socialistes n'ont pas failli à la tradition. Messe et défilé avec des torches bleu, blanc, rouge et passage dans le wagon où fut signé l'armistice, pour Mauroy, rassemblement à l'Arc de Triomphe pour Mitterrand, rien n'a manqué. Pour du spectacle, ce fut du spectacle, haut en couleurs, avec fanfares et drapeaux.**

**Mais cet apparat pour fêter la fin d'une boucherie est d'autant plus odieux que l'actualité a mis le problème d'une guerre à venir à la Une des journaux.**

**Car les déclarations guerrières des dirigeants de l'impérialisme américain, l'armement à outrance de la plupart des pays du globe, et plus particulièrement des grandes métropoles impérialistes, sont là pour montrer que la guerre, la guerre mondiale même, n'est pas un problème du passé, mais une menace pour l'avenir.**

**Le 11 novembre qui vient d'être « fêté » à grand fracas, rappelle que cette guerre fut la première boucherie mondiale. Une guerre qui a entraîné presque toutes les nations du globe et qui s'est traduite par plus de 8 millions de morts, dont près d'un million et demi rien que pour la France. Morts pourquoi ? Comme le disait l'écrivain Anatole France :** « On croit mourir pour la patrie ; en fait on meurt pour les industriels et les banquiers **».**

**Des générations entières ont été fauchées sur les champs de bataille, tandis que les industriels et les banquiers, dans les deux camps, accumulaient, eux, leurs profits.**

**Et cette guerre qui devait être la « der des der » a eu une héritière : la Deuxième Guerre mondiale, elle aussi, a été organisée par les dirigeants impérialistes, qui ont envoyé à la boucherie tous les peuples du globe pour les mêmes raisons. Et son bilan a été encore bien plus lourd : 38 millions de morts, là encore pour les marchands de canons.**

**Alors, oui, il y a de quoi être inquiet sur l'avenir, car une troisième guerre mondiale, qui ne pourrait être qu'une guerre nucléaire, même limitée comme ils disent, pourrait alors cette fois massacrer des centaines de millions de personnes.**

**Alors comment ne pas voir avec appréhension l'installation de 600 fusées Pershing 2 et missiles prévue dans plusieurs pays d'Europe auxquels sont prêts à répondre les SS 20 soviétiques ?**

**Comment ne pas voir avec appréhension les engins de mort croître et multiplier ? Car l'industrie de l'armement est florissante : 500 milliards de dollars ont été consacrés l'an dernier aux dépenses militaires, soit le double de ce qui est dépensé pour la santé.**

**Dans le monde entier, la puissance atomique représente un million de bombes d'Hiroshima. Et la France, avec son « petit budget », si l'on peut dire, a tout de même, en armes nucléaires en tout genre, l'équivalent de 7.500 « Hiroshima ».**

**Tous ces milliards gaspillés ne servent pas à préparer la guerre ? Tout juste à faire tourner l'économie ? C'est vrai, en France aussi, comme aux USA, comme ailleurs : fabriquer des armes, c'est pour les capitalistes, la recette des temps de crise. Car cela permet aux trusts de l'armement de survivre grâce aux commandes d'Etat.**

**Mais cela n'est pas davantage rassurant : car si les grandes puissances mènent une telle politique d'armement à outrance dans cette période de crise, c'est aussi pour préparer la guerre. Ceux qui dirigent, les grandes puissances, peuvent aussi être amenés en cas d'aggravation de la crise, à choisir d'envoyer de nouveau les peuples à la boucherie, à choisir de mettre la planète à feu et à sang. Rien ne dit que si la crise s'aggrave, la guerre économique que se livrent les capitalistes ne débouche pas sur une guerre entre Etats où les grands de ce monde choisiraient d'en découdre en faisant s'affronter les peuples.**

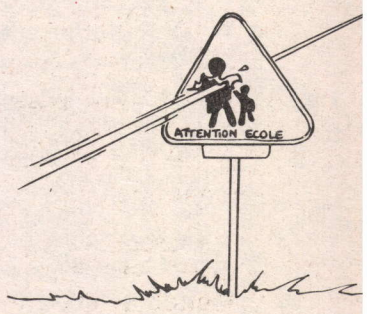
**Ceux qui dirigent sont prêts à cela. Certes, aujourd'hui, ils ont peut-être d'autres choix. Mais cela n'est pas un gage pour l'avenir.**

**Alors oui, bravo et encore bravo aux jeunes qui ont manifesté ces dernières semaines pour dire non à la guerre, non à l'armement à outrance. Mais être pour la paix ne suffira pas à mettre hors d'état de nuire les fauteurs de guerre. Pour les empêcher de commettre de nouveaux crimes contre l'humanité, il faudra les neutraliser, il faudra les renverser par la force, c'est-à-dire leur retirer le pouvoir. C'est ce qu'on appelle la révolution. Et les peuples, s'ils veulent vivre libres, s'ils veulent vivre en paix, n'auront pas d'autre choix. L'avenir, c'est le socialisme, ou la barbarie.**

Pierre VILMA

## LE BUDGET DE L'ARMEE :

# Un bon grand gouffre dans les caisses de l'Et




C'est cette semaine que le Parlement vote le budget du ministère de la Défense. Budget roi puisqu'il représente environ 20 % des dépenses totales de l'Etat. Ce budget a bénéficié cette année d'une augmentation globale de 17,5 %. Au total, c'est 123 milliards de francs qui seront consacrés aux dépenses militaires.

Ainsi même en temps de paix, la défense nationale peut se vanter de créer un grand gouffre dans les caisses de l'Etat.

Le budget de l'Education nationale, lui, sera doté de 137 milliards de francs, c'est-à-dire que l'on ne consacrera pas beaucoup plus pour les 14 millions d'élèves et étudiants que pour les 585.000 militaires. Car au budget de la Défense, il faut ajouter une partie des dépenses de recherches (à titre d'exemple, en 1979, la recherche militaire a coûté 9,35 milliards de francs).

Evidemment, les milliards ne peuvent à la fois être consacrés à l'industrie de mort, et être utilisés à des choses utiles. Le journal **l'Humanité** relève, par exemple, que cette année dans le budget de l'Education nationale, l'enseignement technique fait encore et toujours figure de parent pauvre, puisqu'il est prévu de construire seulement 10 malheureux LEP supplémentaires (alors que cette année 40 000 élèves n'ont pas pu trouver de place dans l'enseignement technique et que chaque année, 200 000 jeunes arrivent sur le marché du travail sans formation professionnelle).

En 1980, on avait chiffré à 9 000 F environ la dépense annuelle pour chaque élève de l'enseignement technique, 9 000 F, c'était à peu près (d'après le **Quid** 1980), le prix d'une mitrailleuse M 52, ou de deux fusils « Clairon ». Quant aux sous-marins nucléaires lance-missiles français avec leur harnachement, c'est à plus de 4 milliards que les responsables de l'armée les estimaient en 1980, soit 30 % du budget des universités !

Et dans le budget de la Défense de cette année, ce sont les crédits pour l'armement nucléaire qui bénéficient de toutes les attentions du ministre Charles Hernu, puisque l'augmentation des autorisations de programmes sera de 20,6 % dans ce domaine. Le centre d'essais nucléaires de Mururoa à lui seul coûtera 2 milliards de francs (contre 1,6 milliard en 1980).

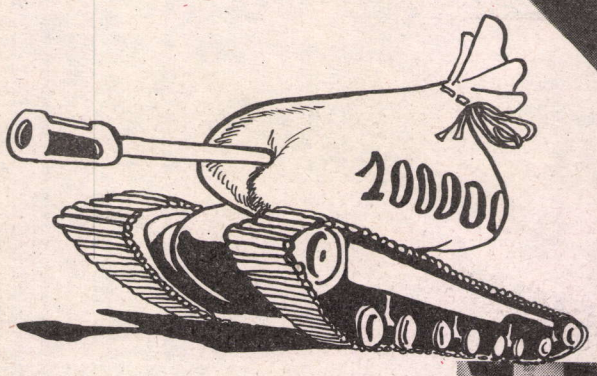
Le nouveau gouvernement veut ainsi se donner les

## Chères ve

**En réponse à la question d'un sénateur centriste concernant les ventes d'armes françaises à l'étranger, Charles Hernu a déclaré que les exportations d'armement peuvent contribuer à** « l'équipement au moindre coût de nos armées »...

**Autrement dit, selon Hernu, en continuant à faire office de supermarché de l'armement pour l'exportation, la France rentabiliserait sa production. Cela ne choque pas Hernu de parler du commerce de missiles, d'avions de combat et autres hélicoptères de guerre civile comme s'il s'agissait de vendre des chaussettes ou des petites Tour Eiffel. Parler de « rentabilité » pour des engins dont la meilleure chose qu'on puisse en espérer est qu'elles aillent directement des chaînes de fabrication à la ferraille, c'est déjà faire preuve d'un sacré cynisme. Mais de plus, il omet de préciser que les contrats signés pour la vente d'armes à l'étranger sont généralement non pas de bonnes affaires, mais plutôt des subventions indirectes aux fabricants d'armes français. En effet, les Etats qui achètent des armes à la France le font bien souvent grâce à des prêts**

# ET LES TYRANS !



*Des « professionnels » de la guerre discutent à Satory d'un char et de son armement. L'industrie de la mort coûte de plus en plus cher aux contribuables.* (Ph. LO)

moyens de réaliser l'ambitieux programme d'équipement en forces nucléaires qui était en projet sous Giscard. Eh oui, c'est au gouvernement socialiste que va revenir la palme de l'armement nucléaire.

« **L'ironie de l'histoire** » écrit un journaliste du **Monde**, c'est que « **La responsabilité de concevoir la nouvelle génération des armes nationales de la dissuasion soit donnée à des hommes qui furent, dans un passé encore proche et pour la plupart d'entre eux, des opposants à la force nucléaire** ».

Ironie de l'histoire ? Non. Simplement logique ! Car les promesses électorales n'ont plus cours maintenant que ces hommes sont responsables des intérêts des industriels et des marchands de canons.

Quand on y regarde de très près, il n'y a pas dans cette histoire matière à ironiser.

**Yvette BLONDIN**

## RIEN DE NEUF DANS LES CASERNES

# Le service militaire réduit à six mois
# Déjà un vieux rêve

**Le Parti Socialiste, comme le Parti Communiste avant le 10 mai, s'étaient prononcés l'un et l'autre avec des nuances certes, mais tout de même avec netteté, pour la réduction du service militaire de douze mois à six mois, s'ils arrivaient au gouvernement.**

**Ainsi, dans son programme** Changer de cap **du 9 octobre 1971, le Parti Communiste écrivait :** « Le service militaire actif des jeunes sera rénové dans sa forme et dans son contenu... Sa durée, par principe à court terme, tendra à se rapprocher de la période de formation du soldat, évaluée communément à six mois ».

**Le Programme Commun de gouvernement signé par le PS et le PC le 27 juin 1972 est encore plus catégorique :** « Le service militaire, égal pour tous, sera d'une durée de six mois ».

**La même proposition se retrouve dans les réactualisations du Programme Commun publiées séparément par le PC et le PS à la veille des législatives de mars 1978.** « La période de formation initiale du soldat sera ramenée progressivement à six mois » **écrivait le Parti Communiste. Quant au Parti Socialiste, il écrivait exactement la même chose en omettant le « progressivement ».**

**Enfin, une des 110 propositions de Mitterrand, pendant la campagne électorale, la 105e exactement, était bien de réduire le service militaire à six mois.**

**Mais, depuis qu'ils sont au gouvernement, pour les dirigeant socialistes il n'en est plus question. On se souvient en effet que sur ce point Hernu a été sans ambiguïté : le service à six mois on verra cela plus tard... Et Mitterrand l'a confirmé au cours de sa conférence de presse.**

**Mieux, le ministre de la Défense proposait de l'élargir aux jeunes filles, certainement un moyen pour Hernu de se prononcer pour l'égalité de l'homme et de la femme !**

**En réalité, il a simplement suffi que les responsables de l'Etat-major se prononcent eux contre la réduction du service militaire, pour que le gouvernement de gauche se mette au garde-à-vous et obtempère.**

Pierre CHAMBEY

# Un retournement spectaculaire

Le député socialiste de Cognac, Villette, a eu des déboires avec l'armée. En compagnie, entre autres, d'un avocat bordelais et du président départemental de la Ligue des droits de l'homme, il voulait rendre visite lundi 9 novembre à un appelé de la base aérienne 709 de Cognac, Hans Schiller, condamné à 40 jours d'arrêts de rigueur pour avoir organisé une distribution de tracts revendicatifs dans la caserne.

Mais ni l'avocat, ni le représentant de la Ligue des droits de l'homme n'ont pu pénétrer dans la caserne. Sous un gouvernement de gauche, comme sous un gouvernement de droite, les droits de la défense n'existent pas dans l'armée.

Mais c'est l'article de **Libération** du mardi 10 novembre qui raconte l'aspect le plus caractéristique de l'affaire.

Le député socialiste du coin avait promis à l'avocat et à la Ligue des droits de l'homme de les accompagner dans leur démarche. Seulement voilà, Hernu, le ministre socialiste des Armées s'est interposé.

Et **Libération** de décrire l'embarras de monsieur le député, après qu'il eut, sur ordre d'en haut, retourné sa veste. Voilà cet intéressant dialogue entre le député et l'avocat :

— « **Vous comprenez,** explique-t-il, **le lycée a aussi ses réglementations internes, comme l'armée. Pourtant, on ne va pas chercher un avocat pour un élève qui prend deux heures de colle... Et puis, il vous faut comprendre, nous devons être prudents. Si nous laissons entrer des tracts politiques dans la caserne, il faudra bientôt laisser entrer également ceux d'Ordre Nouveau ou des choses comme ça...** ».

— « **Mais M. le député,** rétorque l'avocat Gérard Boulanger, **il ne s'agit pas de politique, mais de revendications matérielles dont certaines sont inscrites sur le programme du candidat Mitterrand !** ».

— « **Bien écoutez, nous avons déjà fait un texte sur les objecteurs de conscience...** ».

— « **C'est bien, mais aujourd'hui, nous sommes là pour autre chose. Nous sommes là pour défendre quelqu'un qui a été sanctionné dans une caserne. Quelqu'un qui a été emprisonné pour 40 jours. Et pas pour deux heures de colle...** ».

— « **Ecoutez, je peux demander au commandant de la base de faire un effort pour que Schiller ne fasse pas son rab, mais... pourquoi avoir appelé la presse ? Le ministère va s'en occuper...** ».

Le fait qu'il ne s'agissait pas de deux heures de colle, ce qui pourrait d'ailleurs déjà être une injustice, mais de 40 jours de prison, n'effleurait plus le député.

Eh oui, être député socialiste aujourd'hui, c'est avoir l'échine souple et la mauvaise foi facile.

# Attention, Mururoa peut en cacher un autre

*Mururoa, c'est l'atoll du Pacifique où la France effectue des essais nucléaires, et cela depuis vingt ans. C'est De Gaulle qui avait décidé de procéder contre la volonté des populations environnantes à des essais nucléaires dans cette région du monde. Mais jusqu'à présent, on ne savait pas officiellement grand chose de ce qui s'y passait, et pour cause : la zone est une zone militaire et comme toutes les zones militaires, elle est protégée par le secret militaire. Mais aujourd'hui, les civils qui y travaillent lèvent ce secret, car ils ne tiennent pas à finir radioactifs. Ainsi, d'après le journal* ***Libération,*** *la section CFDT BIII a publié un tract dans lequel elle dénonce les dangers de contamination.*

*La pollution, depuis que l'atoll a été transformé en base de tir nucléaire, aurait atteint un degré catastrophique.* ***Libération*** *rapporte :* ***« En 1975, la France abandonne les essais aériens pour l'expérimentation souterraine. Le sous-sol de l'atoll commence à travailler : Mururoa s'affaisse de deux centimètres par tir. A mesure que le cratère s'effondre, on le surélève : la route, par exemple, a aujourd'hui 1,30 m d'épaisseur.***

***En 1978, une explosion provoque un éboulement sous-marin sur les pentes du volcan. D'où un raz de marée spectaculaire qui emporte des abris. Le 22 mars dernier, c'est la catastrophe, causée par un ouragan plus furieux que les autres. Les déchets contaminés (combinaisons, ferrailles, bois, résines, plastiques) ont été regroupés dans un immense tas d'ordures de 30 000 m² ».***

*Le plutonium, qui a une durée de vie de 24 400 ans, a pénétré dans le corail et l'océan. Le sable est contaminé. Et on ignore quels risques exacts représentent les radiations de plutonium pour l'organisme humain. Actuellement, toujours selon* ***Libération,*** *il y a dans l'atoll assez de déchets pour remplir 200 000 cylindres de béton de 200 litres d'un mètre et demi de diamètre et de hauteur.*

*Toutes les protestations de la population sous la présidence de Giscard étaient restées lettre morte. Au moment de l'élection de Mitterrand et de la nomination du socialiste Charles Hernu, les 2 500 personnes qui habitent l'atoll avaient repris espoir. Espoir déçu puisque les essais ont repris après un gel de très courte durée : intérêts militaires obligent !*

*Et la pollution ? Malgré les décisions prises par Charles Hernu en juillet dernier, notamment de faire assainir l'atoll, rien n'a changé, puisqu'à la fin du mois d'octobre, la pollution était deux fois plus importante qu'à la fin du mois d'août. L'évolution de la pollution ne peut plus être enrayée. La seule chose qui semble maintenant être envisagée par le gouvernement, c'est d'abandonner Mururoa, pour s'installer sur un autre atoll à... 40 km de là.*

*Un beau changement, en effet !* ***Marielle LEMONNIER***

# tes d'armes !

**que celle-ci leur a consentis tout exprès.**

**L'Etat subventionne la recherche, assure tous les aléas de la production, fait des avances sur programmes remboursables à partir d'un certain nombre d'exemplaires vendus. C'est ainsi qu'une enquête parlementaire s'était inquiétée, il y a quelques années, du non-remboursement par la firme Dassault d'énormes avances faites par l'Etat.**

**Avec le socialiste Hernu, il semble bien que le commerce des armes ait encore de beaux jours devant lui. Les jours de fête, on parle de « moralisation » de ce commerce, mais le reste du temps, on justifie tous les savants calculs des industriels de l'armement.**

Yvette BLONDIN

## AIR FRANCE (Orly-Nord)

# Les syndicats jouent les faire-valoir de la direction

A Air France, les premières négociations sur les salaires le temps de travail, prées depuis l'élection de Mitrrand entre syndicats et rection, viennent d'avoir eu. Et faisant suite aux vers mouvements de grève ui ont eu lieu, leur résultat tait très attendu. Nous vons donc été conviés, jeudi novembre, par les syndiats CGT-CFDT à des assemlées d'une heure par atelier ayées par Air France pour ntendre les propositions de direction.

Ces assemblées ont donné eu à de curieux spectacles. our à tour, les représentants es deux syndicats ont dû 'échiner, texte de la direcon en main, à expliquer les ropositions patronales. En ffet, dans la majorité des teliers, au bout d'une heure, ersonne n'avait rien comris sur l'essentiel des proos tenus. Tout le monde nterrogeait du regard son oisin, pour voir si lui avait té capable de comprendre.

Il faut préciser que les yndicats n'ont rien fait pour aciliter les choses. Ils nous nt donné lecture, tel quel, du harabia patronal, et c'est délibérément qu'ils ont tu ertains paragraphes ênants. Car ce qui ressortait le ces assemblées, c'est ue, pour les syndicats, si out n'était pas parfait, s'il estait des points litigieux dans l'ensemble, il y avait un mieux par rapport au passé. D'ailleurs, pour ces messieurs, la première marque du changement... c'était la présence de Giraudet aux négociations, alors que dans le passé il ne venait pas... eh oui !

Pourtant, il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser. Côté salaire, la direction propose la même chose que par le passé pour 1982 avec, comme nouveauté, toute une série de primes. Elle nous octroie, suite à la grève mais uniquement pour le mois de décembre 1981, 500 F de rattrapage, somme établie selon un modèle de calcul tellement complexe qu'il est resté obscur à la plupart des ouvriers présents. Côté temps de travail, elle promet les 39 h au 1er janvier, assure qu'il y aura 1 h de moins en 1983.

En fait, dans les ateliers, les choses commencent à s'éclairer car de nombreux travailleurs ont réussi à se procurer le texte de la direction « top secret », malgré les réticences de certains syndicalistes. Et il a aussitôt été photocopié à des dizaines d'exemplaires, affichés dans les ateliers. C'est ainsi que certaines clauses ont été connues, clauses dont n'avaient pas fait état les syndicats dans les assemblées. Par exemple, sur la

diminution du temps de travail, où la direction se réserve le droit d'imposer les horaires quotidiens de son choix, en fonction des nécessités des activités et d'imposer, selon son gré, des compensations au moment où cela l'arrangera. Sur la retraite, elle propose une augmentation de la cotisation et le déplafonnement de la retraite des cadres, ce qui veut dire qu'on serait amenés à combler de notre poche le déficit qui serait ainsi créé à la CRAF, la caisse de retraite d'Air France.

Pas étonnant qu'un chef de division ait voulu arracher des feuilles qui avaient été affichées. La seule chose qu'il y a gagné, c'est d'avoir tous les gars de la division dans son bureau, et de s'être retrouvé tout pâle et d'avoir été averti que les feuilles seraient remises et qu'il était attendu, au cas où il voudrait recommencer !

Et bien des travailleurs d'Air France qui se sont mis en grève pour les 500 F d'augmentation mensuels ne sont évidemment pas satisfaits de ces propositions. Et il n'est pas dit qu'ils ne le rappellent pas dans l'avenir.

**Correspondant LO**

## USINOR NEUVES-MAISONS (Nancy)

# La CGT lance une campagne alarmiste

Depuis deux semaines, la irection a arrêté, à deux repries, la fabrication du train conu à fil : manque de métal, xplique-t-elle. La coulée contiue, en fonction depuis quatre nois, absorbe une bonne partie le la production d'acier, qu'on xpédie aux laminoirs de ongwy à 90 kilomètres de là.

Jusqu'à présent, les travaileurs de ce service n'ont pas été nis en chômage ; ils sont occubés sur le train ou dans d'autres ecteurs de l'usine. Mais c'est uand même un peu l'inquiétude our l'avenir : le train à fil va-t-il ermer ? L'usine durera-t-elle ncore longtemps ? Depuis les menaces qui avaient pesé sur 'usine en 1977, à l'époque de la construction de la nouvelle aciérie, l'inquiétude renaît vite à Neuves-Maisons et il est facile de la faire monter.

C'est ce qu'a choisi de faire la CGT. Pourtant, la CGT n'a pas manifesté ces derniers temps une grande combativité dans l'entreprise. Ainsi, il y a un mois, lors de la venue de Mitterrand, elle avait refusé de s'associer à une grève de 24 heures, **« pour ne pas gêner l'action gouvernementale en cours ».**

Voilà que maintenant elle découvre un complot : les arrêts du train, l'utilisation seulement de deux hauts-fourneaux sur les trois, c'est la volonté d'Etchegarray, le P-DG, et du CNPF de « saboter » les nationalisations. C'est le titre d'un tract qui annonce le début d'une campagne : dans celui-ci, elle appelle même **« à la mobilisation générale ».**

Noircir le tableau a peut-être, pour la CGT, l'avantage de centrer l'attention sur elle, d'autant plus que les élections des délégués du personnel ont lieu dans moins de quinze jours. En tout cas, la CGT a un plan industriel tout beau et tout neuf : elle propose la construction d'un quatrième haut-fourneau, d'un troisième convertisseur, d'une deuxième coulée continue, d'un deuxième train finisseur, d'une nouvelle cockerie, c'est tout pour aujourd'hui...

C'est bien joli tout ça, sauf que ce ne sont que des vœux pieux. En tout cas, une liste aussi impressionnante pourrait faire croire que la CGT en veut : elle a même organisé aux portes de l'usine, un référendum pour savoir si les travailleurs approuvaient son plan... ou préféraient voir l'usine fermer.

Alors, il faudra sans doute demain que les travailleurs se battent pour défendre leur emploi. Mais dans l'immédiat, les travailleurs ont à exiger la garantie de leur salaire en cas de chômage technique. Ils ont à s'opposer à l'accélération des cadences et à imposer une meilleure sécurité, plutôt que d'exiger une meilleure gestion de la sidérurgie comme le demande la CGT.

**Correspondant LO**

## AIR FRANCE

# Il voit des gauchistes partout

***• A Air France, le PCF vient d'enfourcher son destrier, prendre sa lance, et sus à l'ennemi gauchiste qui menace son ministre des Transports. Ainsi dans un tract du 2 novembre diffusé à Orly Nord, c'est à grands coups de citations qu'il ferraille pêle-mêle avec Lutte Ouvrière, Krivine, l'Organisation Communiste Internationaliste et même Edmond Maire qui n'ont qu'un*** *« seul objectif : « l'anticommunisme ». Car déjà « pendant la campagne électorale, ils ont tout fait pour que les électeurs soutiennent le moins possible les 131 propositions de Georges Marchais qui, dans leur cohérence, étaient le seul plan de lutte permettant d'en finir définitivement avec la crise ».* ***Eh oui, rien de moins !***

***Or maintenant que*** *« tout ne peut être changé d'un coup »,* ***qu'il*** *« faut laisser aux réformes en cours ou en élaboration le temps et la liberté d'agir »,* ***voilà ces affreux gauchistes piaffant d'impatience qui*** *« tentent de dresser les travailleurs contre elle », « parlent et agissent en harmonie avec la droite... contre les ministres communistes et les sociétés nationales. Là aussi ils sont relayés par Edmond Maire ». « D'où les actions ultra-minoritaires pour tenter de désorganiser les services publics dépendant notamment du ministre des Transports ».* ***Et, bien sûr, ils*** *« passent naturellement sous silence les acquis déjà importants obtenus depuis l'arrivée de Fiterman au ministère et notamment : l'augmentation des autorisations de programme pour l'aviation civile,... un véritable décollage pour la construction du CFM 56 et l'A 320... la politique de reconquête des lignes perdues par la Cie nationale, son programme de développement étudié en liaison avec la démocratisation du transport aérien... »*

***Voilà la seule chose dont ont été capables les militants d'extrême-gauche : cela a été de tout faire*** *« avec leurs amis de la CFDT pour tuer Concorde »...* ***le crime du siècle !***

***Et non seulement ils bradent l'aéronautique mais également le tapis vert :*** *« Ils avouent eux-mêmes qu'ils ne souhaitent pas que les syndicats négocient ».* ***Et le travail aussi :*** *« Ils veulent que les travailleurs désertent le vrai combat de classe dans l'entreprise : ainsi Lutte Ouvrière, le 8 septembre dernier, peut écrire « Décidément, moins on va à la boîte, et mieux on se porte ! »...* ***voilà bien le comble. Tant et si bien que tous ceux qui, à l'image du PC depuis le changement, viennent travailler le cœur joyeux et le sourire aux lèvres... l'avaient encore plus à la lecture de la prose du PCF.***

# Mouvements de grève :

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

# L'état de grâce bat de l'aile

**Depuis plusieurs semaines, les mouvements de grève se sont multipliés dans les entreprises.**

**Certains conflits sont pour l'instant terminés, comme à Renault Billancourt, à Renault Sandouville, à Air France ou encore dans d'autres entreprises de moindre taille. Mais d'autres durent encore, comme à la Caisse d'Epargne, à Peugeot ou dans certains secteurs de la SNCF où les grévistes ont décidé, en début de semaine, l'occupation de l'entreprise.**

*Les travailleurs de Renault Sandouville aux péages du pont de Tancarville : le passage est gratuit pour les automobilistes !* (AFP)

L'état de grâce a donc du plomb dans l'aile. Une partie des travailleurs montrent qu'ils ne sont plus prêts à attendre indéfiniment du gouvernement socialiste que les choses s'arrangent, même s'ils gardent en vue des illusions sur l'équipe Mauroy-Mitterrand. C'est si vrai d'ailleurs que, dans un nombre important de ces luttes, les travailleurs n'ont pas attendu les syndicats puisque bon nombre d'entre elles à Renault, à Saint-Nazaire, à Peugeot ont démarré spontanément, même si les syndicats en ont ensuite pris la direction.

Jusqu'à présent il est certain que ces mouvements n'ont concerné qu'une minorité de travailleurs. La lutte est restée localisée à Renault, comme elle est restée localisée à Orly ou à la SNCF. Et pour le moment ni les reculs de la direction ou ses durcissements n'ont lancé les autres travailleurs dans l'action. Mais, néanmoins, il semble que si la combativité n'est pas contagieuse, la grande majorité des travailleurs regardent avec sympathie les luttes en cours. Même quand elles les dérange ; même quand, comme à Renault, la grève de quelques secteurs entraîne le lock-out des non-grévistes. Et l'on peut penser que l'attentisme de la grande majorité des travailleurs n'est pas dû à leur confiance dans le gouvernement mais plutôt à la crainte des conséquences, à leur crainte de l'avenir et au fait que l'existence de la crise, l'extension du chômage ne leur semble pas une situation propice aux luttes.

Devant le développement encore limité mais bien réel des luttes ouvrières, les différents syndicats ont réagi de façons très diverses.

La CGT paraît avoir été plus gênée que la CFDT pour soutenir et prendre la tête de certains mouvements ; en particulier dans le secteur des transports où elle a pris position contre les grévistes. Néanmoins, les attitudes de ces deux principales centrales ont des points communs. L'une comme l'autre ne veulent pas ouvrir la voie à une offensive de la classe ouvrière. Mais elles ne cherchent pas non plus à bloquer tout mouvement et finalement, bon an mal an, elles laissent filer la corde.

C'est qu'en réalité, si aucune d'entre elles ne veut mettre en difficulté le gouvernement, ni l'une ni l'autre ne veulent non plus apparaître trop liée à ce dernier et prendre le risque de perdre la confiance des travailleurs. Les huées par lesquelles les travailleurs de chez Renault ont désapprouvé l'attitude des représentants de la CGT, les réactions de nombreux travailleurs et militants aux déclarations anti-grévistes du ministre communiste Fiterman posent sans doute des problèmes aussi aux dirigeants de la CGT, qui tiennent à garder leur électorat dans les élections professionnelles. Comme ils tiennent aussi, d'ailleurs, à éviter que des échecs ou des maladresses ne suscitent des remous parmi les militants les plus proches des travailleurs.

Et les dirigeants de la CGT ont sans doute aussi intérêt à montrer que ce syndicat est combatif et actif. Mais si les syndicats, dans l'ensemble, participent à ces mouvements, voire les encouragent, ils se gardent bien, par contre, d'en faire des tremplins vers des luttes plus larges et qui pourraient déboucher sur une offensive générale de l'ensemble des travailleurs.

Au sein de chaque lutte, ils ne cherchent pas à préparer son extension, à y dégager les objectifs qui intéressent d'autres secteurs. Bien souvent CGT et CFDT mettent au premier plan l'ouverture de négociations et se satisfont d'objectifs minimum, voire de promesses vagues. Leur attitude ne consiste pas à chercher à concrétiser chaque lutte par une victoire, en allant au bout des possibilités de chaque mouvement ; victoire qui aurait pour effet de renforcer le moral des grévistes et des autres travailleurs, de façon à les entraîner à aller de l'avant. Face au patronat et au gouvernement ils disent par avance qu'ils ne seront pas intransigeants et qu'ils sont prêts à se satisfaire de gestes de bonne volonté de la part du patronat.

Cette politique ne peut aboutir à des résultats très favorables pour les travailleurs. Car bien sûr, ici ou là, dans des négociations, tel ou tel patron peut peut-être accorder une augmentation de salaire, ne serait-ce que parce que, en période d'inflation, cela se rattrapera rapidement. Mais on assiste actuellement dans toutes les entreprises à une offensive du patronat visant à augmenter les cadences de travail, visant à produire autant ou plus avec moins de bras ; le patronat cherchant ainsi à maintenir ses profits face à un marché que la crise restreint. Et pour obliger les patrons à faire machine arrière, il faudra autre chose que des discussions autour du tapis vert. Il faudra que les travailleurs leur fassent peur. Si les syndicats ne sont pas décidés à faire peur à la bourgeoisie, au point que les quelques promesses du gouvernement de gauche apparaîtraient à tous ces patrons comme un moindre mal, ce sera aux travailleurs d'inspirer à tout ce beau monde une crainte salutaire en exigeant leur dû avec ou sans les syndicats. Avec, malgré, ou contre le gouvernement.

## SNCF - DEPOT DE PARIS SUD-OUEST

# Les cheminots du Service Intérieur en grève contre le travail au rabais

Jeudi 12 novembre à 4 heures, la grève a démarré au Service Intérieur du dépôt de Paris Sud-Ouest. Ainsi en a décidé l'assemblée générale du 10 novembre.

Le Service Intérieur comprend environ 80 travailleurs dont la tâche essentielle est d'assurer la rentrée, le classement et la sortie des locomotives du dépôt vers la gare d'Austerlitz. Aux heures de pointe, il peut se trouver jusqu'à près d'une centaine de locomotives en même temps au dépôt de Paris. Le Service gère également des annexes en banlieue : à Juvisy, à Brétigny, aux Ardoines.

C'est la généralisation des travaux au rabais qui a décidé les agents à réagir. La SNCF multiplie les soi-disant « remplacements », et fait faire des travaux qu'elle a elle-même répertoriés « niveau 3 » par des travailleurs qu'elle maintient au « niveau 2 ». De même, elle fait faire des travaux « niveau 2 » par des agents « niveau 1 ». Et certains sont ainsi au niveau 1 après onze ans de chemin de fer, pour gagner à peine plus que le SMIC. Au total, les cheminots du Service Intérieur revendiquent une trentaine de reclassements.

Il n'est pas facile de faire céder la SNCF. D'autres mouvements l'ont récemment montré : si elle a abandonné pour l'instant l'attitude d'intransigeance absolue d'avant le 10 mai, ce qu'elle a accordé ici ou là s'est finalement avéré bien limité. Et les déclarations anti-grévistes du ministre communiste Fiterman à propos des cheminots, peuvent même inciter la SNCF à adopter une position peut-être plus dure. La semaine passée, au dépôt de Tours Saint-Pierre-des-Corps, le Service Intérieur s'est mis en grève pour les mêmes raisons qu'à Paris, et la CGT s'est opposée à la grève et a ressorti les déclarations de Fiterman.

Au dépôt de Paris Sud-Ouest, afin de préparer leur mouvement, les cheminots se sont organisés en comité du Service Intérieur qui s'est transformé en comité de grève lorsque la grève a été décidée, et qui regroupe tous les cheminots, syndiqués de différentes tendances et non-syndiqués. C'est l'assemblée générale qui a décidé de tout ce qui concerne le mouvement, aussi bien de la composition des délégations, que de la date du début de la grève.

Ainsi, les cheminots du Service Intérieur du dépôt de Paris Sud-Ouest ont au moins la garantie que la conduite de leur mouvement est entre leurs mains.

**Correspondant LO**

## CARAVANES DE LUTTE OUVRIÈRE

**• Dans les Yvelines :**

**Samedi 14 novembre**
**20 h 30 - AUBERGENVILLE**
**Salle 13, Foyer des Anciens**
**Dimanche 15 novembre**
**16 h 30 - LES MUREAUX**
**Salle SRV, près de la gare**
**Samedi 21 novembre**
**21 h 30 - MANTES-LA-JOLIE**
**Salle C de l'Agora**

**• Dans le Val-de-Marne :**

**Samedi 21 novembre**
**17 h - CRÉTEIL**
**Salle de l'Abbaye - Mont-Mesly**

PEUGEOT

# Le mouvement des OS marque le pas

Vendredi 6, la troisième journée de débrayage organisée sur toute l'usine à l'appel des syndicats CGT et CFDT avait confirmé la persistance de l'agitation parmi une forte minorité d'OS qui veulent une diminution des charges de travail et de meilleures payes.

Pour l'équipe du matin, au débrayage de 9 h 30 à 11 h, nous étions environ 2 000 travailleurs sur les 10 000 présents dans l'usine à ce moment-là. Un nombre à peu près identique a débrayé l'après-midi dès 13 h 30. Le cortège, après avoir traversé plusieurs ateliers, est parti manifester en ville. Avec les slogans : *« Peugeot, t'es foutu, les OS sont dans la rue » ; « Cadences ras-le-bol ! »*, avec les drapeaux rouges, les pétards, c'était la fête. Les discours syndicaux sur les négociations à obtenir, la nationalisation à demander, etc., étaient peu écoutés, interrompus par des pétarades et des sons de corne comme à la fin d'un match de football. Aux propositions de grève tournante, des dizaines de voix s'élevaient pour crier : *« Occupation ! Occupation ! »*.

Les syndicats avaient prévu de ramener le cortège devant l'usine pour sa dislocation et la reprise du travail. Mais un bon groupe de 100 à 150 travailleurs impatients ont entouré la sono en scandant *« Occupation ! Occupation ! »*. Mais la foule fondait à vue d'œil et, au bout de dix minutes, les dirigeants syndicaux ont crié : *« On y va ! »* et avec 500 travailleurs déterminés, ils sont entrés dans l'usine. Après avoir défilé dans quelques ateliers, ils se sont finalement retrouvés à 300. Ils ont bloqué les chaînes de finition en Carrosserie jusqu'en fin de poste. Il y avait autour d'eux une haie de cadres. Sous leur nez, les travailleurs leur chantaient : *« Sans nous, pas de bagnoles ! »* ou encore : *« Peugeot, salaud, le peuple aura ta peau ! »*. Il y a comme ça des moments où l'inspiration fait trouver le mot juste quand les travailleurs voient leurs chefs faire gribouiller des noms aux huissiers qui les entourent. Finalement, les travailleurs avaient trouvé une action qui était plus à leur portée ce jour-là que l'occupation.

## Lundi : sondage d'opinion sur la forme de grève

Lundi matin, les syndicats diffusaient avec quelques dizaines de travailleurs un tract annonçant une consultation le jour même.

Les municipalités de gauche avaient prêté des urnes, le sous-préfet avait garanti que les syndicats auraient le droit de les installer dans le réfectoire. Tout était prêt et les travailleurs étaient appelés à débrayer pour se prononcer sur deux formes de grève avec un bulletin pour les grèves tournantes et un autre pour la grève avec occupation.

Il y a eu 4 225 votants, correspondant environ au nombre de travailleurs qui avaient participé aux débrayages précédents. 3 350 votants se sont prononcés en faveur de la grève avec occupation, 852 pour les grèves tournantes et 23 nuls.

Il ressortait de ce sondage que 1 874 travailleurs de Carrosserie, par exemple, sur 6 000 OS, étaient favorables à l'occupation.

## Vers l'occupation ?

Il paraissait logique de rassembler le lendemain des assemblées de travailleurs pour discuter du rapport des forces, des différents choix possibles et de l'action à mener.

Cela fut fait dans plusieurs secteurs : à l'Emboutissage Sud, où travaillent 1 000 OS par équipes, à l'appel du conseil d'atelier, 100 camarades ont débrayé pour se réunir en assemblée générale et examiner la question de l'occupation. L'assemblée générale s'est tenue dans l'aire de repos, à l'abri des regards indiscrets des représentants de la direction.

Seule une forte minorité de l'assemblée était prête à apporter le paquetage et à entamer une véritable occupation. Dans ces conditions, tous sont tombés d'accord pour décider de ne pas se lancer dans une aventure manifestement prématurée. Toutes les propositions d'actions ont été examinées, et sanctionnées par un vote.

L'assemblée a finalement décidé de reprendre le travail à 10 h et de proposer aux travailleurs de ces ateliers de continuer la lutte contre les charges de travail et pour leurs revendications sans s'engager maintenant dans une grève avec occupation.

Dans d'autres secteurs, où il y a eu des réunions semblables, les travailleurs, rassemblés quelquefois à une vingtaine seulement, ont pris des décisions semblables. Certains ont débrayé toute la journée pour porter leurs revendications aux directions d'atelier et discuter avec les autres travailleurs.

Mais pour « la Carrosserie », dont s'occupent plus particulièrement les dirigeants syndicaux, ça ne s'est pas passé de la même façon. Dans la nuit de lundi à mardi, quelques responsables CGT et CFDT ont décidé d'appeler à occuper la Carrosserie par tract donné à la prise de poste. Une cinquantaine de travailleurs ont aussitôt débrayé, rejoints par 200 autres au casse-croûte. Entourés par 400 à 500 cadres, ils ont dû se replier dans un réfectoire et n'ont pas pu occuper les chaînes de montage. Il y a eu beaucoup de discussions par petits groupes pour contester la précipitation des syndicats, leur décision prise d'en haut, à la va-vite. Mais partis sur l'idée d'occuper, le sentiment d'échec dominait.

Alors que la presse et la radio parlaient d'occupation à Sochaux, il n'y a rien eu d'autre que cette tentative avortée organisée par les dirigeants de la CGT et de la CFDT.

## L'attitude des syndicats

Le lendemain, le 11 novembre, les syndicats CGT et CFDT ont convoqué presque uniquement par voie de presse une assemblée de grévistes au théâtre de Montbéliard. Devant 300 travailleurs, ils ont justifié l'échec de la veille par la force de l'adversaire : *« Vous comprenez, Peugeot peut mobiliser jusqu'à 2 000 cadres »*, etc. Des voix se sont élevées pour dire que l'absence d'organisation et les décisions prises dans le dos des travailleurs ne pouvaient pas inspirer confiance à la majorité des ouvriers qui ne s'engagent pas encore dans l'action. Mais ça n'a pas empêché les responsables syndicaux d'annoncer une nouvelle proposition de débrayage pour le vendredi 13, dont l'heure sera choisie par eux et que les travailleurs apprendront par tract.

Au cours de cette semaine, les syndicats se sont comportés en bureaucrates, en prenant des initiatives apparemment radicales et en informant délibérément les travailleurs au dernier moment des décisions prises en leur nom. Ils ont pour l'instant l'assurance de pouvoir « négocier » avec la direction de Carrosserie. Ont-ils celle de « négocier » toujours à l'échelle de toute l'usine ? C'est en tout cas ce qui les intéresse alors que les OS, eux, veulent avant tout diminuer leur charge de travail et desserrer l'étau de la discipline Peugeot.

Tout se passe comme si les responsables syndicaux CGT et CFDT de Peugeot-Sochaux s'étaient trompés sur l'ampleur de la radicalisation de l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, et, paralysés par leurs rivalités d'appareils et la peur de se « doubler » mutuellement, avaient fait de la surenchère par crainte d'être dépassés par le mouvement.

Cela parce que ce sont des appareils qui, finalement, ne savent pas appeler les travailleurs à discuter eux-mêmes de leurs luttes et à décider eux-mêmes des moyens à employer. Tout cela parce que ce serait créer au moment des luttes des organismes démocratiques de direction des luttes et que les appareils syndicaux ne veulent pas perdre leur monopole, même si c'est au détriment des intérêts des travailleurs, comme cela vient de se produire à Peugeot.

*Correspondant LO*

## Crédit Lyonnais

# *A la Caisse Générale Espèces, les employés veulent le paiement des heures de grève*

En grève depuis le 23 octobre pour le maintien des horaires de travail, c'est depuis le 5 novembre que le personnel de la Caisse Générale Espèces occupe les locaux, empêchant ainsi les entrées et sorties de fonds.

L'occupation a eu lieu également pendant deux nuits.

Le personnel refusait de voir son temps de travail augmenter de trois quarts d'heure par jour. Le 10 novembre, la direction reculait et cédait une demi-heure. Mais la grève continue pour le paiement des heures de grève que la direction refuse de payer, elle propose d'effectuer les retenues sur les mois de novembre et de décembre.

Jeudi 12 novembre, le personnel à sa quasi-majorité a décidé de poursuivre sa grève en exigeant le paiement des heures de grève.

Les employés de la Caisse Générale ont envahi, jeudi, les bureaux de la direction générale, qui a finalement accepté de recevoir les organisations syndicales pour rediscuter de ce point.

## Clinique Saint-Exupéry (Toulouse)

# *Deux délégués licenciés*

**La direction de la clinique Saint-Exupéry a licencié deux délégués du personnel et au CE, un de la CGT, un de la CFDT. La procédure de licenciement a été engagée trois jours après une réunion houleuse du CE où les deux délégués ont réclamé et obtenu l'expertise des comptes financiers, et dénoncé le refus d'application des normes officielles en personnel. Est-ce qu'il y aurait quelque chose qui ne collerait pas dans les chiffres du bilan financier de la clinique ? En tout cas, alors que selon les normes officielles il faudrait 2 infirmières et 4 aides-soignantes pour 8 malades, dans cette clinique spécialisée en hémodyalise qui emploie 80 personnes, le roulement se fait souvent avec la moitié, soit une infirmière et deux aides-soignantes.**

**Alors, si la direction évoque la faute professionnelle pour justifier les licenciements, il est flagrant qu'il ne s'agit ni plus ni moins que d'écarter les gêneurs, car les patrons de cette clinique n'ont pas lésiné sur les moyens pour augmenter leurs profits. Depuis l'ouverture de la clinique, en 1975, ce n'est pas moins de 320 personnes qui y ont été employées, ce qui ne fait pas moins de 4 personnes qui sortent par mois en moyenne. La direction fait valser au maximum le personnel par le jeu des contrats à durée déterminée, ce qui permet d'avoir du personnel non payé sur lequel elle peut facilement faire pression. Et le plus scandaleux dans l'affaire est la position de l'UD-CGT qui refuse de soutenir les licenciés, y compris le délégué de la CGT. Le secrétaire a déclaré que la CGT ne soutenait pas les conflits dont elle n'avait pas la maîtrise de l'information et des moyens d'action. A l'heure actuelle, la balle est dans le camp du ministère du Travail, devant lequel un recours a été porté. C'est au ministre de se prononcer. Affaire à suivre...**

# LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

## SACILOR-ROMBAS

## Débrayages à l'aciérie de Gandrange

A Sacilor (aciérie de Gandrange), les débrayages se multiplient ces derniers temps : au maçonnage des sources, au bassin de coulée, aux poches et devant les fours, il y a eu des arrêts de travail.

Il faut dire que, depuis le 10 mai, le changement, on l'attend toujours à Sacilor. La cinquième équipe, qui devait ramener l'horaire hebdomadaire à 33 h 36 pour les travailleurs postés, et dégager des milliers d'emplois dans la région, il n'en est plus beaucoup question dans les déclarations du gouvernement.

Tout ce que Mitterrand a promis lors de sa venue en Lorraine le 13 octobre, c'est 5 milliards d'investissements pour la sidérurgie et un nouveau plan industriel qui se traduira par... des milliers de nouvelles suppressions d'emplois.

Quant aux salaires, ils restent bloqués. Depuis 1975, le début de la crise, ils ont pris environ 20 % de retard sur l'augmentation du coût de la vie. Les travailleurs qui partent en retraite anticipée ne sont évidemment pas remplacés et les cadences ne cessent de s'aggraver. Aussi le mécontentement est-il grand.

Les maçons-sources ont débrayé sur 3 postes les 16 et 17 octobre. Obligés de travailler sur des plaques brûlantes ou même la semelle des sabots se consume, en plein courant d'air, avec du sable dans les yeux, ils touchent un salaire qui varie entre 4.200 et 4.800 F, en faisant les trois postes, ce qui équivaut au SMIC, si on enlève la prime de poste.

Au bassin de coulée, à la suite d'un débrayage organisé par la CGT, les couleurs de l'équipe B, qui n'avaient pu faire grève puisqu'ils étaient en repos ce jour-là, ont décidé, à leur reprise de poste, le samedi matin, d'arrêter le travail.

Ils ont vu disparaître à peu près la moitié de leur effectif dans la restructuration et ne peuvent même pas prendre leur journée de repos supplémentaire quand ils en ont besoin, c'est le chef qui en impose la date.

La surprise a été totale à l'annonce du débrayage, et les couleurs étaient contents d'avoir joué un bon tour à leur chef.

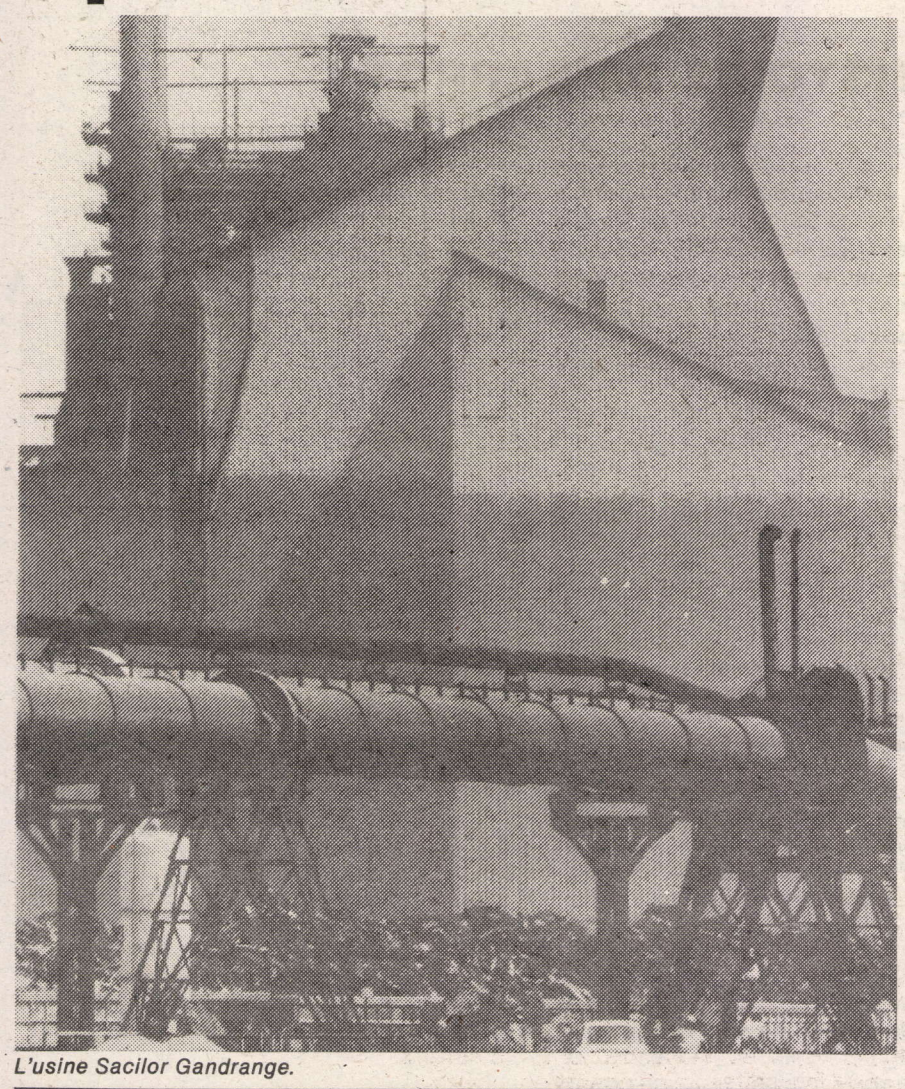
Les pocheurs, en voyant cela, ont eux aussi lâché leurs outils, car depuis six mois que la direction leur promet des études de postes et des rallonges, ils ont obtenu... 60 F.

Enfin, dans la nuit du 2 au 3 novembre, c'était au tour des fondeurs qui travaillent devant les fours. Ils décidaient de débrayer 2 heures pour appuyer leur cahier de revendication. A voir la tête de l'ingénieur obligé de venir à l'usine à 3 h du matin, ils ont pu se rendre compte de l'effet produit par leur mouvement. Il faut dire qu'il n'y avait pas eu grève dans ce secteur depuis 6 ans ! Les postes du matin et de l'après-midi ont aussi arrêté le travail pendant 2 heures. Et la pression de la maîtrise, particulièrement nombreuse (1 chef pour 1 fondeur), ne les a pas fait fléchir. On a pu voir un ingénieur piquer sa colère et dire que la grève était menée par des provocateurs, qu'il ne fallait surtout pas les suivre. *« Vous avez bien entendu,* a-t-il ajouté, *ce qu'a dit Fiterman ! ».* Ces paroles ont déclenché l'hilarité générale.

Ce qui a bien faire rire aussi, c'est l'attitude des chefs qui, en voulant remplacer les grévistes, ont juste réussi à casser un four. Il a fallu 7 heures pour le réparer, c'est-à-dire juste assez de temps pour que l'équipe suivante se mette en grève... au moment où il était prêt à refonctionner.

Pour l'instant, on en reste là. L'ambiance est chaude dans les secteurs, et la direction commence à comprendre que rien ne va plus.

*Correspondant LO*



*L'usine Sacilor Gandrange.*

## ACIÉRIES DE POMPEY (Meurthe-et-Moselle)

## Les travailleurs contre le chômage technique

Depuis plusieurs semaines, une petite agitation règne à l'usine sidérurgique de Pompey qui emploie environ 3 600 salariés. Des débrayages, concernant surtout les salaires et les classifications, ont touché de nombreux ateliers, en particulier les Entretiens et le Laminoir Sud.

Et l'annonce d'une semaine de chômage à partir du 9 novembre a ravivé l'inquiétude des travailleurs sur l'emploi. Inquiétude, mais aussi impatience. Car depuis le 10 mai dans la sidérurgie non plus, rien n'a changé : la cinquième équipe pour les travailleurs postés ne pointe pas encore le bout de son nez, et la nationalisation n'exclut ni une nouvelle restructuration ni de nouvelles suppressions d'emplois. Face à cela, les syndicats ont essayé de mobiliser les travailleurs. Pas pour imposer le paiement du chômage à 100 %, non, mais pour réclamer du travail, pour défendre l'outil de travail contre les patrons qui sont accusés de saboter l'usine.

Et le premier jour du chômage, les syndicats appelaient à venir devant l'usine pour ensuite aller... travailler ! **« Cette démarche nouvelle n'est pas simple à comprendre pour les travailleurs »** écrivait **l'Humanité** de mardi dernier. C'est le moins qu'on puisse dire ! Mais, malgré le froid et le fait que de nombreux salariés se soient mis en congés payés ou en repos hebdomadaire pour ne pas perdre sur la paye, deux à trois cents travailleurs répondirent à l'appel. Mais impossible d'aller mettre l'usine en marche : la direction, avertie depuis plusieurs jours de l'objectif des syndicats, avait fait le nécessaire pour empêcher toute reprise du travail.

Alors il ne restait plus aux syndicats qu'à gémir, qu'à accuser la direction **« d'actes inqualifiables proches du sabotage »**, de **« comploter contre les changements préconisés par la nationalisation ».** Et de remercier les travailleurs d'être venus si nombreux les aider à réclamer des négociations.

Les syndicats ont obtenu la convocation d'un Comité d'Entreprise qui n'a débouché sur rien ; de nombreux travailleurs ont eu, eux, le sentiment de s'être fait mener dans une impasse.

**Correspondant LO**

(AFP)

## THOMSON-LEVALLOIS

## PCF et CGT volent au secours de la Thomson

La Thomson a décroché un marché de plus d'un milliard de francs avec l'URSS pour la gestion et le contrôle d'un gazoduc qui reliera la Sibérie et l'Europe. 420 millions de francs reviennent au centre de Levallois, le reste à SIMSA, une filiale de Thomson qui fabrique des ordinateurs. Et Thomson ne sera pas la seule à profiter du pactole, puisque d'après *L'Humanité* près de dix milliards de francs devraient être empochés par les industriels français.

Le contrat prévoit le transfert de la technologie des ordinateurs, c'est-à-dire la possibilité pour l'URSS de fabriquer elle-même ces ordinateurs.

Mais les Etats-Unis feraient pression sur le gouvernement Mauroy pour que ce projet n'aboutisse pas. Et il y a quelques jours, le PCF diffusait un tract à la porte de Thomson à Levallois, dénonçant ces pressions. De son côté, au dernier Comité d'établissement, la CGT a proposé d'envoyer une motion à Mauroy afin *« que le gouvernement ne cède pas devant les exigences de Reagan ».* Cette motion a été votée par la CGT et la CFDT.

Et voilà une fois de plus les syndicats embarqués dans la défense de la bonne santé des entreprises. Les voilà à la recherche de solutions au dur problème de la concurrence capitaliste.

Bon courage !

*Correspondant LO*

## BLUE BELL (Mulhouse)

## Les ouvrières ne veulent plus d'une vie de bagnarde

*Blue Bell est une entreprise de confection de pantalons (Wrangler) qui emploie 213 personnes, dont une majorité de femmes.*

*Les salaires avoisinent les 2.500 francs par mois, et la direction exige de chaque ouvrière un quota de production.*

*Ainsi, par exemple, à la couture d'ourlet, il faut faire 48 paquets de 24 pantalons par jour, soit 5 ourlets à la minute. Pour réussir à soutenir ces cadences, des ouvrières en viennent à supprimer leurs pauses et travaillent 8 heures sans discontinuer. Certaines, même, qui n'arrivent toujours pas à faire ces cadences, se trouvent alors dans l'obligation de demander un congé sans solde, le temps de récupérer le retard et reviennent ensuite à l'entreprise.*

*A l'usine, chaque ouvrière a un matricule, sur lequel est collée une étoile argentée ou dorée suivant la production.*

*Régulièrement, les ouvrières ont droit aux chronométreurs, qui enregistrent chacun de leurs faits et gestes et qui les suivent dans tous leurs déplacements, y compris aux toilettes !*

*Aux cadences intenables, aux salaires dérisoires s'ajoutent le mépris et le racisme de l'encadrement.*

*Eh bien les travailleuses ont décidé de mettre le holà à ce bagne du vingtième siècle. En grève totale depuis le 5 novembre, elles réclament la suppression du travail au rendement, un treizième mois, et le respect qui leur est dû.*

*Elles sont bien décidées à obtenir satisfaction.*

**Correspondant LO**

## BABCOCK (Lille)

## Il faut de la rallonge

*Depuis quelques mois, la direction ne parlait plus que d'augmentations au mérite. Et tant pis pour ceux que la direction trouvait peu méritants ! Ils restaient au minimum garanti dans la métallurgie.*

*Pour une fois, les quatre syndicats étaient d'accord pour appeler à la grève. A l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC, il y a eu grève le mercredi 4 novembre en Chaudronnerie et le jeudi 5 en Mécanique. La grève a été très suivie : dans chaque atelier, presque tous les travailleurs ont débrayé.*

*Et ceux qui ont manifesté malgré les huissiers et la présence du directeur de l'usine ont montré en défilant dans les ateliers ce qu'ils pensaient du règlement intérieur.*

*Ça nous faisait plaisir de nous retrouver à 40 en Chaudronnerie puis à 60 en Mécanique. Mais nous n'avons pas réussi à communiquer notre joie à la direction qui, elle, s'est barricadée dans ses bureaux avec des gardes à chaque porte !*

## DANS LES ENTREPRISES

## • A Paris Gare de Lyon :

### Les cheminots du service accueil agissent pour de meilleurs roulements

Les cheminots du service accueil, 200 personnes en tout qui servent aux renseignements des voyageurs, au marquage des places réservées dans les trains, etc., se sont mis en colère vendredi 6 novembre au sujet de leurs nouveaux roulements appliqués depuis deux mois déjà.

A la suite d'une délégation auprès du chef de gare, qui n'a rien donné, l'équipe de soirée a cessé le travail.

Et après le week-end, une nouvelle entrevue avec la direction a permis d'obtenir la promesse d'une étude de nouveaux roulements plus favorables avec l'embauche de quelques personnes en plus. Il est prévu d'embaucher 40 cheminots sur l'ensemble de la gare de Lyon, dont quelques-uns iraient au service accueil.

Par ailleurs la direction a accordé une augmentation de 20 %, pendant 6 mois, de la prime de productivité, pour compenser le surcroît de travail occasionné par la mise en service du TGV, comme le demandait la CGT.

Bien que le débrayage n'ait concerné que l'équipe de soirée, et n'ait duré que quelques heures, la direction a tout de même préféré céder un peu devant la menace d'une grève plus importante. Et sans doute avait-elle peur que le problème des roulements qui concerne tous les cheminots, et qui est à l'origine de bien des conflits ces derniers temps, ne provoque une extension du mouvement du service accueil à d'autres catégories.

*Correspondant LO*

## • Au siège de Rhône-Poulenc

### A Courbevoie, trois travailleurs viennent d'être réintégrés

*Le 12 octobre dernier, la direction du siège reprenait en main la cantine qui était auparavant gérée par la Générale de Restauration (filiale de Borel) et elle refusait de reprendre deux travailleurs et une travailleuse.*

*Se retrouvant de fait licenciés, quoi qu'en ait dit Rhône-Poulenc, ils ont entamé une procédure en référé prudhommal. Moins de trois semaines après, les juges leur ont donné raison.*

*Aujourd'hui, deux d'entre eux ont retrouvé leur emploi et la troisième, qui fait partie des licenciés économiques à partir de 55 ans, est considérée comme réintégrée et elle est rémunérée comme si elle travaillait.*

*Au siège, beaucoup de travailleurs sont contents car, une fois n'est pas coutume, la justice a condamné Rhône-Poulenc. Comme disaient certains, c'était le pot de terre contre le pot de fer et bien pour une fois, c'est le pot de terre qui a gagné et c'est tant mieux.* **Correspondant LO**

## • Chausson Asnières

### On ne déjeune plus au lance-pierre

Chez Chausson Asnières les travailleurs en équipe sur les petites machines à l'outillage carrosserie partent déjeuner à 11 h 25 au lieu de 11 h 30 comme il y a quelques années. Cette tolérance de 5 minutes leur évite d'attendre à la cantine et ils reviennent à midi. Maintenant qu'il y a moins d'attente à la cantine, le chef d'atelier aurait voulu récupérer les cinq minutes.

Le jeudi 5 novembre il a essayé de retirer un quart d'heure à ces travailleurs pour être rentrés à midi comme d'habitude. Les réactions ne se sont pas fait attendre, tous les présents sont allés sur le champ réclamer la levée de la sanction et exiger le maintien des cinq minutes. Après un quart d'heure ils ont ramené à la raison le chef qui voulait resquiller un quart d'heure et cinq minutes par repas. Le chef veut sans doute marcher à reculons. Dorénavant il sait au moins que le déjeuner au lance-pierre, c'était autrefois ; le passé fout le camp.

**Correspondant LO**

### Avis aux chefs mal-aimés

**A l'usine Chausson d'Asnières à l'atelier d'outillage Carrosserie, le jeudi 5 novembre, près d'une vingtaine de travailleurs d'une équipe de l'Ajustage ont débrayé : ils sont allés pendant une heure demander des comptes au chef de service parce qu'on veut dissoudre leur équipe et la répartir entre les deux autres. Qu'une équipe débraye à 100 % pour ne pas changer de contremaître ni d'équipe en dit long sur ce que les travailleurs pensent des décisions venues d'en haut, et du contremaître mal aimé d'une des deux autres équipes qu'ils n'ont pas envie de retrouver.**

**On leur a répondu qu'on tiendrait compte de leur avis lors du passage en deux équipes, le 3 décembre.**

**Qu'est-ce que la direction a derrière la tête ? Qu'il lui sera plus facile de faire face aux quelques travailleurs qui se retrouveront avec le chef contesté après que l'équipe aura été divisée et répartie ? Les travailleurs se le demandent... mais n'ont pas l'intention de se laisser faire !**

## LES MALHEURS D'AMBROISE

Ambroise Roux et Ceyrac lors d'une assemblée générale du CNPF ; les nationalisations, ça ne semble pas les réjouir.

*Ambroise Roux, l'actuel P-DG du trust CGE aurait bien des malheurs. C'est du moins ce qui se dégage de la lettre aux actionnaires de sa compagnie, lettre qu'il a fait paraître sur une pleine page, au tarif publicitaire, dans les journaux du lundi 9 novembre.*

***« La lettre que je vous adresse se situe dans une période particulièrement pénible »,** commence-t-il. Suit alors le récit de tous les exploits économiques réalisés par la CGE ces dernières années. Exploits qui sont autant de bonnes affaires pour les actionnaires... Le TGV, la construction de centrales téléphoniques, l'équipement des centrales nucléaires, tout cela figure au tableau de chasse de ce trust.*

*Mais ce qu'Ambroise Roux oublie de dire, c'est que toutes ces affaires bien juteuses sont en grande partie des commandes d'Etat... Car c'est bien avec l'argent des contribuables que la CGE s'est fait la majeure partie de son beurre.*

*Mais cela ne lui suffit pas. Il en redemande, et se plaint du fait que l'indemnisation de la nationalisation n'est pas assez forte.*

*Il a empoché l'argent des contribuables par le passé. Il voudrait en empocher encore plus à l'avenir. Plus encore que ce que lui promet déjà le gouvernement. Décidément plus il en a, plus il en veut.*

*Et le pauvre Ambroise Roux de conclure sa lettre par une note qui se veut touchante. **« Il est de bon ton,** écrit-il, **de présenter du capitalisme une image aussi caricaturale que repoussante. Ceux qui la donnent n'ont pas vécu la collaboration constante et amicale qui lie les actionnaires à leur président »...***

*A croire qu'Ambroise Roux se prépare à une reconversion comme homme de lettres (de change peut-être) !*

## HISTOIRE DE BARROT !

Jacques Barrot, ancien ministre de la Santé du temps de Giscard, a été séquestré, samedi 7 novembre, au Puy, pendant quelques heures, par des ouvriers de l'usine textile Elastel.

Ces derniers voulaient ainsi attirer l'attention des pouvoirs publics sur les risques de licenciements qui planent sur eux.

Pour une fois qu'un ex-ministre de Giscard peut servir à quelque chose !

# Dans notre courrier

Nous avons reçu d'un travailleur intérimaire du Havre, une lettre dans laquelle il parle de certains problèmes rencontrés par ces travailleurs.

Il est vrai que les entreprises d'intérim s'asseoient la plupart du temps sur la législation existante ou l'appliquent à leur façon, c'est-à-dire en fonction de ce qui leur rapporte le plus.

Les intérimaires sont des travailleurs à part entière et en tant que tels, ils bénéficient des mêmes droits que l'ensemble des travailleurs. Le problème c'est que les patrons de l'intérim ne les respectent souvent pas. Il faudra bien sûr se battre pour les imposer, mais est-ce que ça n'a pas été le cas pour beaucoup des « droits » de toutes les autres catégories de travailleurs !

*« Chers camarades,*

*Cette lettre pour dénoncer l'exploitation éhontée à laquelle se livrent les bureaux d'embauche intérimaire qui sont appelés par nous des « marchands de viande », alors qu'en définitif presque tous sont la propriété plus ou moins camouflée des grandes entreprises. Ceci donne :*

*— Division pour mieux régner.*

*— Disparition des syndicats.*

*— Disparition de toutes les primes et avantages : hauteur, salissure, bleus, etc. Celui qui tenterait actuellement d'insister pour faire valoir ses droits se retrouve débauché.*

*— Diminution du temps de travail avec perte intégrale du salaire. (...)*

*En principe, nous devons toucher les jours fériés à partir de 3 mois d'ancienneté, où vont-ils ? Car la plupart d'entre nous ne font que des chantiers de moins de 3 mois.*

*Dans beaucoup de cas, le coffre à outils est exigé sur le chantier sinon débauche en arrivant, et la voiture devient plus que nécessaire.*

*On nous fait travailler dans n'importe quelles conditions avec de grosses atteintes à la sécurité du travail.*

*Vu le nombre de chômeurs, sont embauchés en priorité les travailleurs qualifiés qui finalement servent à tout, donc refoulement des jeunes qui ne disposent plus du tout de période d'adaptation ; nous faisons l'OP3 et le manœuvre. Le chantage est permanent ne serait-ce qu'une tête qui ne revient pas et c'est la débauche en toute légalité : « C'est fini pour toi, tu peux retourner à ta boîte » et à la boîte d'intérim : « Il n'y a rien, tu repasseras, je te fais ton certificat de travail », et hop au chômage.*

*Je cesse, il y en aurait tellement à dire encore, nous sommes de vraies bêtes. »*

G.R.

# LIVRES

## « Compagnons du nouveau monde »

**de Bernard Clavel**

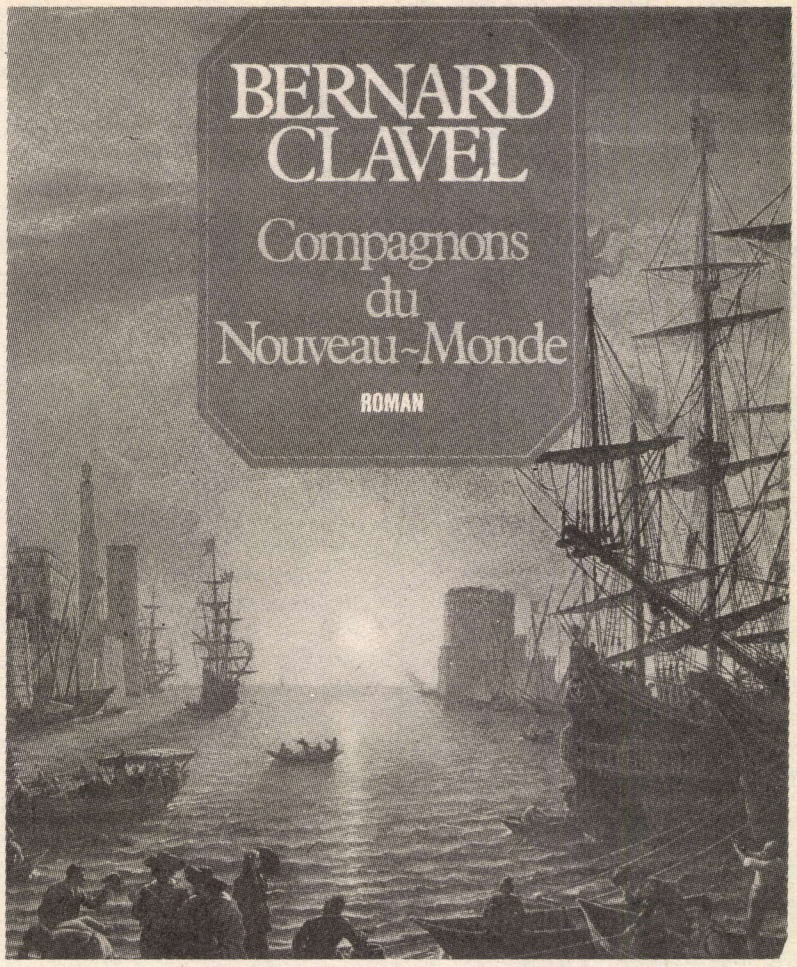
Avec *Compagnons du nouveau monde,* s'achève les *Colonnes du ciel,* qui raconte la vie de Bisontin-la-Vertu, compagnon charpentier de la fin du XVII[e] siècle.

Bisontin et Dolois-Cœur-en-Joie, son frère en compagnonnage, sont partis au Canada accompagnés par Séverine, la jeune femme qu'aime passionnément Bisontin. Ils découvrent les grandioses paysages québéquois, mais aussi une vie très rude : engagés par les Jésuites pour trois ans, ils doivent se contenter d'un logement de fortune, obéir au doigt et à l'œil aux Jésuites, qui de plus se montrent des gardiens inflexibles de la foi et surtout de la morale. Et nos héros n'ont guère le choix car, dans ce pays immense, ils ne peuvent guère s'éloigner des points fortifiés : les Iroquois tiennent la majeure partie du pays et sont, si l'on en croit Clavel, d'une férocité à frémir...

Certains personnages sont un peu simplistes : amis au grand cœur et ennemis noirs comme le diable (même si ce sont des curés), Hurons fidèles et Iroquois sanguinaires... Mais Clavel sait trouver des accents chaleureux pour parler de l'amour qui lie ses deux héros, et raconter des aventures pleines d'imprévus.

*Gaston DEVAU*

Compagnons du nouveau monde *de Bernard Clavel. Ed. Robert Laffont. 60 F environ.*




## « Le partage du sang »

**2. - Les enfants de Louis de Jean Egen**

Avec le deuxième tome du **Partage du sang, Les enfants de Louis,** Jean Egen continue l'histoire de la famille Freyburger et à travers elle, celle de l'Alsace en ce début du 20[e] siècle. On y retrouve la même ironie mordante pour dénoncer les armées prussienne et française, la même haine du chauvinisme, qu'il soit germanique ou gaulois. Et toujours, l'amour et l'amitié se moquent bien des préjugés patriotiques.

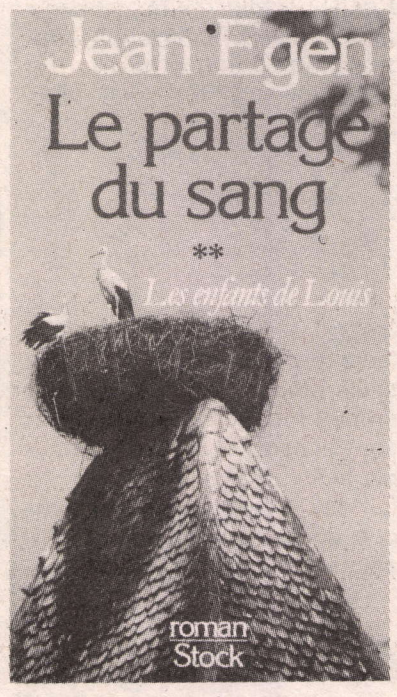
Certes Jean Egen force un peu la plume sur le paradis alsacien où l'on boit, mange et rit aux enterrements comme aux noces avec force riesling, cochonailles et tartes à la quetsche, et où tout incite à l'amour plutôt qu'à la guerre.

Ce que montre en tout cas Jean Egen, c'est que le retour de l'Alsace à la France est un bien mauvais prétexte pour justifier la guerre de 14-18, qui avait incontestablement de tout autres causes. **« Le peuple alsacien, et particulièrement la bourgeoisie, rêvait peut-être du retour à la France, mais je ne pense pas qu'il voulait une guerre dont il serait l'enjeu,** écrit-il. **Et si on lui avait présenté le devis de l'opération, « Vous serez français dans quatre ans et ça ne coûtera que dix millions de morts », je me demande** — continue-t-il — **si, quelques exaltés mis à part, il se fut trouvé un seul Alsacien pour dire tope-là ».**

Il montre l'Alsace comme le pays où les gens aiment vivre, et pour lui, le rire et la joie sont davantage une arme pour dénoncer la guerre que les récits des anciens combattants.

**Patricia MULLAN**

Le partage du sang **de Jean Egen. Editions Stock. 252 p. Environ 55 F.**




## « Protection encombrante »

**de Heinrich Böll**

Drôle de roman que le dernier roman paru de Heinrich Böll, l'auteur ouest-allemand de *L'honneur perdu de Katharina Blum,* Prix Nobel et défenseur des Droits de l'Homme, y compris ceux des terroristes de la bande à Baader,

Cette « protection encombrante » qui fait le titre du roman, c'est celle que la police exerce sur la famille de Tolm. Fritz Tolm, lui, est protégé, ainsi que son épouse, parce que, directeur d'un grand journal, et propulsé à la tête d'un puissant syndicat patronal, il est une cible rêvée pour les terroristes. Sa fille et sa petite fille le sont d'office, elles aussi. Quant à ses deux autres fils ils sont, eux, non pas sous la protection mais sous la surveillance de la police. L'un parce qu'il a dans sa jeunesse brûlé des voitures et fait de la prison, et aussi parce que, de plus, sa femme, qui l'a quitté, est une dangereuse terroriste, et sa compagne actuelle se dit « communiste ». L'autre fils, lui, est sous surveillance parce qu'il fait partie d'une sorte de mouvement écologiste et communautaire.

Et de fait, c'est sur ceux qui sont seulement « protégés » que s'abat la « protection » la plus encombrante d'un dispositif de sécurité nombreux et efficace, d'une nuée de policiers qui en viennent à surveiller de plus en plus étroitement la famille Tolm jusque dans ses conversations les plus intimes... La situation et la famille sont peu ordinaires — caricaturales même !

On met un certain temps à comprendre où Henrich Böll veut en venir. Son roman est écrit d'une façon compliquée, les retours en arrière sont fréquents, on voit seulement peu à peu les rapports qui unissent les différents personnages. Tout cela rend la lecture du roman difficile. Et Henrich Böll ne laisse pas oublier qu'il est catholique et qu'il fait partie de ce genre d'humanistes qui considèrent les individus en tant qu'êtres humains, qui ont leurs qualités profondes indépendamment de leur place et de leur rôle dans la société, qu'ils soient directeurs de journaux ou policiers, femmes au foyer ou terroristes.

C'est une manière de voir les choses qui limite la portée de ce que Henrich Böll dénonce dans la société allemande. Mais cela n'empêche pas le romancier de faire avec beaucoup d'ironie une satire de la société allemande des années soixante-dix, de ses fantasmes vis-à-vis des terroristes, de ses « interdictions professionnelles » qui mettent à l'écart de toute vie professionnelle les jeunes gens les plus généreux des milieux de certaines couches dirigeantes, et de la profondeur de la mainmise de la police sur la population.

Et c'est une satire réussie, où les situations sont caricaturales mais où la plupart des personnages sont sympathiques. En fin de compte, *Protection encombrante* est un roman intéressant.

*Sylvie FRIEDMAN*

Protection encombrante *de Henrich Böll. Ed. du Seuil. 65 F.*

## « Byzance 1917 »

**de Michael Moorcock**

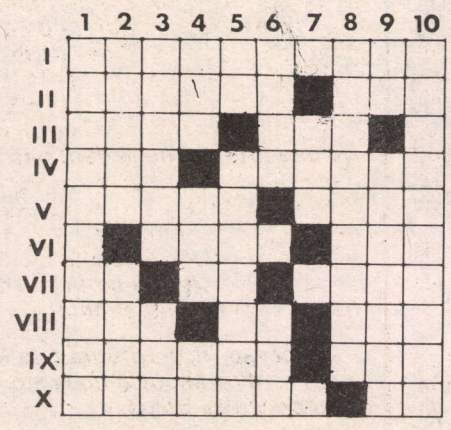
*Michaël Moorcock est l'auteur de romans populaires très connus en Grande-Bretagne. Si l'on en croit son introduction à* ***Byzance 1917,*** *il se serait inspiré pour écrire ce roman des souvenirs d'un vieux Russe blanc émigré à Londres.*

*Astuce littéraire ou personnage réel ? Quoi qu'il en soit, on a droit au déballage des souvenirs délirants de ce vieux réactionnaire, dont l'anticommunisme n'a d'égal que l'antisémitisme, avec en prime, si l'on peut dire, un récit détaillé de ses aventures érotico-amoureuses. Cela pourrait être une caricature loufoque des préjugés réactionnaires dans la Russie du début du siècle, mais l'étalage sur plus de 400 pages de ses invectives contre les femmes, les Juifs et les Bolchéviks, est le moins que l'on puisse dire lassant, et irritant. D'autant plus qu'on finit par se demander si l'auteur lui-même, bien qu'ayant dédié son livre à Babel et à Mandelstam, ne reprend pas à son compte au moins en partie les divagations anti-Bolchéviks de son héros.*

***Samuel LATAN***

*Byzance 1917 de* ***Michaël Moorcock. Editions J.C. Lattès. Environ 88 F.***

# Mots croisés



**HORIZONTALEMENT.** — 1. Individus collants. 2. Elle a de qui tenir. Artère où le sang ne coule pas en permanence. 3. Se passe à toute pompe. Célèbre par son carnaval et ses bidonvilles. 4. Période. Outils. 5. Précise. Rien qu'un peu. 6. Lieu. Repose. 7. Tête d'éditeur. Rengaine de Thatcher. A point. 8. Vieux bœuf. Pronom. Est-est-ouest. 9. Bois non végétal. Circule au Japon. 10. Comme des pommes de terre. Sigle sinistre.

**VERTICALEMENT.** — 1. Indispensables dans les gratte-ciel. II. Marché. Fleuve. III. Ils courent. Troublé. IV. Glace anglaise. Soutien. Autre do. V. Tête de chien. Mauvais fusil. VI. Jeune porteur de bois. C'est parce qu'il était du sud qu'il ne perdit pas le nord. VII. Coule en Asie. VIII. Spécialistes de canalisations intérieures. IX. Il a un petit lit. Tendues. X. Certains les aiment fortes.

**Solution du problème précédent**

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | A | C | C | O | R | D | E | U | R | S |
| II | C | O | U | L | E | E | ■ | R | O | I |
| III | C | U | R | E | ■ | V | E | I | N | E |
| IV | O | R | E | ■ | A | I | L | ■ | C | N |
| V | U | S | T | E | N | S | I | L | E | ■ |
| VI | C | E | T | T | E | ■ | E | U | ■ | U |
| VII | H | ■ | E | R | S | E | ■ | E | O | N |
| VIII | E | S | S | E | ■ | N | E | T | T | E |
| IX | U | T | ■ | S | I | E | S | T | E | S |
| X | R | E | G | ■ | T | E | T | E | S | ■ |

# Sélection

## Films récents...

**GARDE A VUE.**
**de Claude Miller.**
L'affrontement entre un policier et un notaire soupçonné de viol et de meurtre.
**Movies Les Halles 1er. Berlitz 2e. Gaumont Richelieu 2e. Hautefeuille 6e. Colisée 8e. Montparnasse Pathé 14e. Sept Parnassiens 14e. 14 Juillet 15e.**

**LES UNS ET LES AUTRES.**
**de C. Lelouch.**
Une fresque musicale retraçant l'histoire des 40 dernières années.
**Paramount Odéon 6e. Paramount Opéra 9e. Paramount Galaxie 13e. Paramount Montparnasse 14e. Publicis Matignon 8e. Paramount City Triomphe 8e.**

**REGARDS ET SOURIRES.**
**de Ken Loach.**
La vie quotidienne des petites gens, des jeunes et de Mick, l'un des trois millions de chômeurs anglais.
**14-Juillet 6e (vo).**

**LE DERNIER MÉTRO.**
**de F. Truffaut.**
La vie d'une troupe de théâtre à Paris durant l'Occupation allemande.
**Elysées Lincoln 8e.**

**L'HOMME DE FER.**
**d'A. Wajda.**
**L'homme de fer,** c'est le fils de **L'homme de marbre,** héros du précédent film de Wajda. Ouvrier aux chantiers navals de Gdansk, il deviendra l'un des dirigeants des grèves de 1980.
**Studio de la Harpe 5e (vo). Lucernaire 6e (vo).**

**IL FAUT TUER BIRGITT HAAS.**
**de L. Heynemann.**
Un film sur les terroristes et les barbouzes : l'aspect politique n'est pas très convaincant, l'histoire d'amour l'est plus.
**Berlitz 2e. Marignan 8e. Montparnasse 83 6e. Les Sept Parnassiens 14e.**

**NOCES DE SANG**
**de Carlos Saura.**
Un ballet filmé tiré d'une pièce de Garcia Lorca.
**Impérial 2e. Quintette 5e (vo). Pagode 7e (vo). Gaumont Ambassade 8e (vo). Olympic Balzac 8e (vo). 14 Juillet 11e (vo). Sept Parnassiens 14e (vo). 14 Juillet 15e (vo).**

## ... et moins récents

**LA SCANDALEUSE DE BERLIN.**
**de B. Wilder.**
Une vision du Berlin d'après-guerre occupé par les troupes américaines.
**Action Christine 6e (vo).**

**THE BLUES BROTHERS.**
**de J. Landis.**
Sur un fond de jazz, les aventures loufoques de deux frères qui veulent récupérer de l'argent pour un orphelinat. Avec la participation de Ray Charles, Cab Calloway...
**St-Michel 5e (vo).**

**JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.**
**de D. Trumbo.**
Un terrible réquisitoire contre la guerre.
**La Banque à Images 5e (vo).**

# « L'ombre rouge »

**de Jean-Louis Comolli**

1937, l'Espagne est en pleine guerre civile. Deux cadres responsables de l'Internationale Communiste, Anton et Léo, sont chargés d'organiser des livraisons clandestines d'armes à destination du camp républicain espagnol. Anton et Léo sont des hommes d'appareil bien « dans la ligne » — celle de Staline —, jusqu'au jour où, rappelés à Moscou, ils refusent de s'y rendre, comprenant que leur procès est déjà fait et qu'ils vont servir de bouc émissaire comme, avant eux, les nombreuses victimes des procès de Moscou.

A travers l'histoire de ces deux hommes, le film évoque la dégénérescence de l'Internationale Communiste gangrénée par le gangstérisme stalinien à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Malheureusement, il ne s'agit que d'une évocation. Le film ne permet pas en effet de comprendre ce qui animait ces militants, leurs motivations, leurs interrogations, leurs itinéraires politiques. Ainsi, c'est furtivement, au détour d'une scène qu'on apprend qu'Anton est un ancien de l'Armée Rouge, et que Léo fut un militant des premiers temps de l'Internationale Communiste. Quant aux événements qui constituent la toile de fond du film, ils ne sont que suggérés, à l'arrière-plan. Ici, on entrevoit les dissensions entre militants staliniens et anarchistes en Espagne. Là ce sont quelques phrases échan-bolchévik », ceux qui furent les artisans de la Révolution Russe, et qui, en 1937, ont déjà presque tous été liquidés par Staline. Ailleurs, ce sont des allusions à l'épuration qui se prépare au sein de l'état-major de l'Armée Rouge.

Bref, il faut vraiment bien connaître l'histoire de cette période et en particulier celle de l'Internationale Communiste, pour s'y reconnaître dans cette avalanche d'allusions politiques et de faits historiques suggérés. Et, faute de cette connaissance, il est pratiquement impossible de comprendre ce qui se passe dans ce film.

Et c'est dommage, car *L'Ombre Rouge* montre bien les conflits qu'ont vécus les militants au sein de l'Internationale Communiste du temps de Staline. De ce qui devait être, dans l'esprit de ses fondateurs au lendemain de la Révolution Russe, le Parti Mondial de la Révolution, la bureaucratie stalinienne fit une agence d'exécution de sa politique réactionnaire, utilisant les ressources énormes de l'Internationale, et son crédit auprès du prolétariat mondial, pour étouffer partout les mouvements révolutionnaires de la classe ouvrière. Et pour cela, pour mettre au pas et soumettre à sa volonté les dizaines de milliers de militants qui constituaient l'Internationale, la bureaucratie stalinienne utilisa tout le poids et tout le prestige du Parti Communiste Russe, pour y introduire les méthodes policières qui lui avaient permis de triompher en Russie même, en particulier face à l'opposition trotskyste.

Comolli montre bien l'ambiance de suspicion et de terreur qui pouvait régner dans les rangs de l'Internationale. Il montre combien il était difficile d'échapper à cette machine infernale. Comolli dépeint la révolte d'Anton qui après avoir suivi et couvert pendant longtemps la politique de Staline, choisit de se donner la mort par désespoir. Il évoque aussi Léo dont le personnage fait penser à celui d'Ignace Reiss (un militant d'origine polonaise qui fut assassiné en 1937 par les sbires de Staline). Léo, après avoir lui aussi été un instrument de la politique stalinienne, se rallie au mouvement trotskyste pour des raisons mal définies dans le film.

Intéressant par tous les problèmes qu'il pose, ce film reste pourtant à la surface des choses. Comolli privilégie l'aspect policier de l'histoire, il reste trop allusif sur la période et les hommes. Et finalement le parti pris de Comolli de faire un film qui ne peut être compréhensif que pour une minorité de spectateurs conduit à ce que le spectateur informé reste lui aussi sur sa faim.

*Frédéric FERRIERES*

# « Coup de torchon »

**de Bertrand Tavernier**

**Pour ce film, Bertrand Tavernier s'est inspiré d'un roman policier, 1 275 âmes se passant dans le Mississipi, dont il a transposé l'action en 1938 à Bourkassa Ourbangui, village africain sous la domination française**

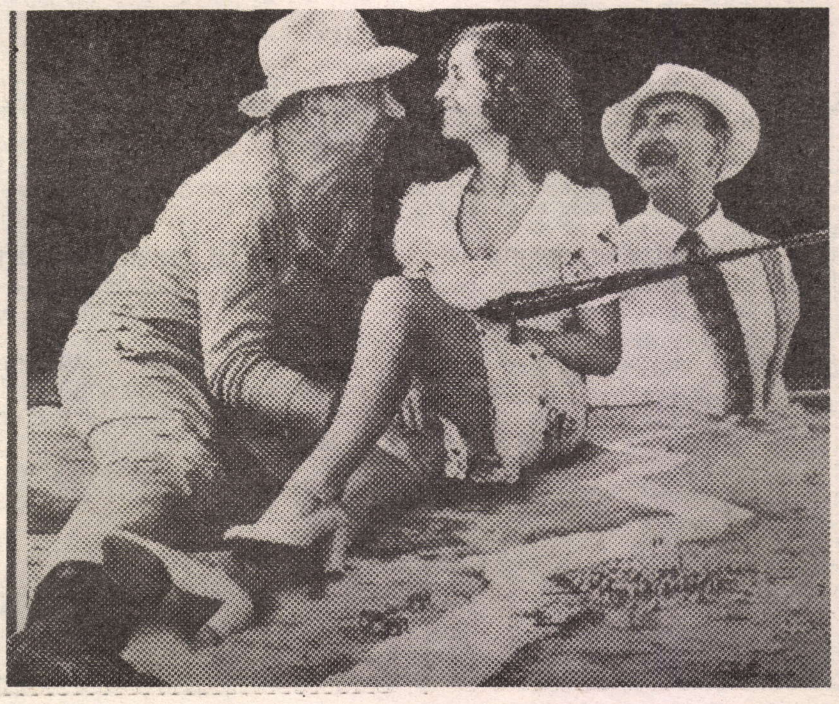
**Lucien Cordier (Philippe Noiret), le chef de la police locale, laisse les maquereaux à leurs occupations, les maris battre leur femme et les Blancs frapper les Noirs, avec l'approbation tacite de ses supérieurs.**

**Tous les Français de la localité, à commencer par sa femme et son amant, le méprisent et l'insultent. Mais, un jour, Lucien Cordier réagit : il décide de se venger de ses tourmenteurs et de vider le pays de la racaille. Il se transforme donc en justicier sans oublier par la même occasion de défendre ses intérêts, et l'un de ses premiers cadavres n'est autre que le mari de sa petite amie Rose (Isabelle Huppert). Noiret n'a rien du justicier traditionnel de western, il est veule et retors, et ses faits et gestes ne cessent de surprendre le spectateur, à force d'être tordus.**

**Les colons parmi lesquels évolue le policier sont stupides, brutaux, cupides, alcooliques et racistes.**

**Mais ce petit monde blanc, pourri par la vie coloniale, est trop caricatural pour être vraiment crédible. Et le fait que Tavernier ait choisi de prêter au personnage de Noiret, par ailleurs parfaitement ignoble, les seuls propos lucides de ce film un peu fou, ne le rend pas plus convaincant. Et c'est dommage car le jeu de Noiret dans ce film qui est, quand même, une critique acide du colonialisme, est saisissant.**

J.G.



# « Le professionnel »

*Un membre des services secrets français (Belmondo), chargé d'assassiner un chef d'Etat africain, se fait « donner » par ces mêmes services à la suite d'un changement d'attitude du gouvernement français. Après avoir passé deux ans dans les bagnes du dictateur africain, il réussit à s'évader et rentre en France animé d'un désir de vengeance contre ses chefs. La visite officielle du chef d'Etat africain lui en donne l'occasion. Il décide d'exécuter le contrat qu'on lui avait confié deux ans plus tôt en s'ingéniant à en faire valoir de toutes les couleurs aux responsables des services secrets. Il y réussit assez bien d'ailleurs. Même le super flic (Robert Hossein), un salaud fini aux méthodes radicales, n'arrive pas à arrêter le plan de Belmondo.*

**Le professionnel** *est un film bien mené, certaines répar-ties sont bien envoyées. Ce n'est certes pas un chef-d'œuvre, mais dans le genre, il faut reconnaître que, malgré un début assez « forcé », le film est assez réussi. Et puis, au passage, les services secrets et autres SDECE en prennent un peu pour leur grade, ce qui ne gâche rien !*

***Pierre CHAMBEY***

# FILMS

## « *Sanglantes confessions* »

**de Ulu Grosbard**

Deux frères. L'un, flic et mécréant. L'autre, vicaire de l'évêque. Le premier c'est le raté de la famille, mais il fait son métier avec honnêteté. L'autre a brillamment réussi. Il lorgne la place de l'évêque et, en attendant, il n'hésite pas à accomplir toutes les basses besognes de sa fonction (mise à l'écart d'autres prêtres, magouilles douteuses avec un entrepreneur véreux, ex-maquereau). Le flic, c'est Robert Duvall. Le futur évêque, Robert de Niro.

Le film s'articule autour d'une enquête criminelle qui, en se soldant par la mise en accusation de l'entrepreneur, fera tomber le curé en disgrâce.

Mais l'intrigue, dans ce film, est finalement secondaire. Ce qui compte ce sont d'abord les relations entre les deux frères, faites de compétition et d'estime, qui donnent l'occasion à Robert de Niro et Robert Duvall de faire des numéros d'acteurs éblouissants.

Et surtout il y a tout l'arrière-fond social. Ici, le fonctionnement de l'Eglise et ses rapports plus qu'étroits avec le monde bien temporel du capitalisme.

Et il faut dire que dans ce film elle en prend pour son grade. Rien que pour quelques séquences c'est un film qui vaut le déplacement. Depuis le curé qui meurt dans les bras d'une prostituée (à laquelle il rendait visite bien sûr...), jusqu'au grandiose couronnement par l'Eglise du « laïc de l'année » en l'occurence un entrepreneur douteux.

Il y a des hosties qui ne passeront sans doute pas à la vision de ce film, mais pour ceux qui n'en croquent pas, il se voit avec un réel plaisir, même si le metteur en scène s'est gardé de conclure.

*Jacques FONTENOY*

## « *Le loup-garou de Londres* » de John Landis

Bien que les histoires de loup-garou appartiennent au répertoire des films d'horreur, c'est plutôt dans le genre comique qu'il faudrait classer ce film de John Landis. Le réalisateur de *Blues Brothers* n'aime décidément pas prendre les choses au sérieux, ainsi qu'il le confirme dans cette très anti-conformiste histoire de loup-garou où deux jeunes Américains, sains de corps et d'esprit, tombent victimes des maléfices d'un monstre mystérieux errant sur la lande du nord de l'Angleterre.

Que ceux qui répugnent à voir les films d'épouvante se rassurent, l'horreur est ici tournée en dérision : tandis que le spectateur, à demi angoissé, s'accroche à son fauteuil dans l'attente d'une scène grand-guignolesque, John Landis s'ingénie à trouver la pirouette ou le détail qui change l'horreur en loufoquerie. Ainsi l'hilarité est à son comble lors de la transformation (vraiment spectaculaire) du héros en loup-garou, et lorsque les morts-vivants, victimes de celui-ci, tiennent une assemblée dans un cinéma cochon de Picadilly-Circus, en plein centre de Londres.

Le réalisateur ne dédaigne pas, au passage, de se moquer gentiment des Anglais aux manières désuètes dont le goût prononcé pour les histoires de fantômes et autres créatures venues de l'au-delà est ici quelque peu caricaturé.

Ceux qui avaient déjà vu les *Blues Brothers* seront certainement déçus de ne pas retrouver là le même rythme endiablé. C'est néanmoins un film original et drôle qui fait passer un agréable moment.

*Hélène DURY*

### ON NOUS COMMUNIQUE

***Au Théâtre Noir - 23, rue des Cendriers - Paris 20e : du 17 au 22 novembre, à 20 h 30 : Joby Valente (chansons afro-caraïbes).***

# EXPOSITION

## « Les fastes du gothique - le siècle de Charles V »

**Le Grand Palais à Paris présente jusqu'au 1er février, une exposition d'œuvres d'art du siècle de Charles V, dit le Sage.**

**Un montage de diapositives introductif, de vingt minutes, cerne le contexte historique : la Guerre de Cent Ans débute ; c'est aussi l'époque de la grande peste en Europe ; d'innombrables champs sont en friche, des milliers de villages désertés, des affrontements incessants ont lieu entre Etats, tandis que des bandes pillardes et ravageuses écument les routes.**

**Mais de tout ce contexte historique troublé, on ne trouve pas le reflet dans l'exposition. Celle-ci se limite délibérément aux fastes de la bourgeoisie montante (c'est l'époque d'Etienne Marcel) et des princes. Alors qu'à l'époque précédente, c'était l'Eglise qui régnait sur les arts, le XIVe siècle voit se multiplier les mécènes parmi les riches. Et les objets qui sont exposés sont avant tout le reflet de cet art que protègent et financent les possédants. Ce sont des objets qui sont faits pour flatter ceux qui les possèdent en affichant leur richesse : les métaux précieux ou l'ivoire sont largement utilisés ; la sculpture comme le dessin sont compliqués, minutieusement enrichis de volutes et d'arabesques. On cherche moins à exprimer ou à montrer des sentiments ou des images, qu'à produire de belles choses.**

**Il ne faut donc pas chercher dans cette exposition plus qu'une vision très partielle de l'art de cette époque.**

**On peut regretter aussi d'être un peu laissé à soi-même tout au long des salles : il y a très peu de commentaires, juste une chronologie des rois et mécènes du siècle. Mais toutefois, telle qu'elle est, pour le plaisir des yeux, l'exposition est très agréable.**

***Annick MORIZET***

**Il est possible de louer à l'entrée un commentaire sur cassette qui éclaire, à bien des endroits, les différentes œuvres exposées.**

**A la grande galerie du Grand Palais, tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 12 F, 9 F le samedi.**

# *Sélection télévision*

### Samedi 14 novembre

**18 h. A2. Ouvertures.** L'orchestre national de France interprète **Une vie de héros** de Richard Strauss.

**20 h 30. FR3. Histoire contemporaine.** Dernier épisode de l'adaptation des romans d'Anatole France sur la vie politique en France à la charnière des deux siècles. Nous voilà en 1900... et la satire continue.

**21 h 30. TF1. Jacquou le Croquant.** Deuxième diffusion de l'avant-dernier épisode de cette adaptation du roman d'Eugène Le Roy. Le village de Fanlac se révolte contre le comte et le nouveau curé.



**21 h 35. A2. Cosmos.** Carl Sagan explique aujourd'hui le fonctionnement des vaisseaux spatiaux.

### Dimanche 15 novembre

**16 h 05. FR3. Voyage entre les lignes.** Romain Rolland, écrivain humaniste et auteur de Jean-Christophe et de Colas Breugnon.

**17 h. FR3. Prélude à l'après-midi.** Trois grands interprètes, W. Kempff (pianiste), Rostropovitch (violoncelle) et Yehudi Menuhin (violoniste) jouent le trio « archiduc » de Beethoven.

**20 h 35. A2. Marchands de rêves.** Un téléfilm américain évoque le développement du cinéma aux Etats-Unis.

**22 h 35. FR3.** Film : **Le cirque infernal** de Richard Brooks (1953) avec Humphrey Bogart. Dans un hôpital de campagne pendant la guerre de Corée, un médecin raccommode ce que la guerre détruit.

### Lundi 16 novembre

**20 h 30. TF1.** Film : **Le juge Fayard dit « Le shériff »** d'Yves Boisset (1976) avec Patrick Dewaere. A cause d'une décision de la censure, c'est depuis ce film que pour parler du SAC, on dit « bip-bip ». Un film sur les juges qui prennent le risque de s'opposer au milieu, et au monde politique qui le couvre. Boisset s'est inspiré pour faire ce film de l'histoire du juge Renaud abattu en 1975. Avec le récent assassinat du juge Michel, ce film est d'actualité.

**20 h 30. FR3.** Film : **Le flic se rebiffe** de Roland Kibbee et Burt Lancaster (1973) avec Burt Lancaster. Un film policier dénonçant la corruption dans la société américaine.

**20 h 35. A2. Affaire vous concernant.** Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité, viendra sans doute faire appel à nos poches pour combler le déficit de la Sécurité sociale !

### Mardi 17 novembre

**15 h. A2. Détroit.** Deuxième diffusion de l'adaptation télé du roman d'A. Hailey sur la vie dans la capitale de l'automobile US (3e épisode).

**20 h 30. FR3.** Film : **La route du diable** d'Anthony Mann (1950) avec Robert Taylor. Un des premiers western où les Indiens n'avaient pas que les mauvais rôles.

**20 h 40. A2. Dossiers de l'écran.** Avec un téléfilm américain de fiction sur l'enlèvement d'un président, débat sur les gorilles et les gardes du corps ou les risques du métier des vedettes de la politique.

### Mercredi 18 novembre

**20 h 30. TF1. Les mercredis de l'information** aborde sous différents angles les problèmes des handicapés dans cette société.

**21 h 30. TF1. Mémoires de la mine.** Première d'une série de quatre émissions. Celle-ci doit montrer les aspects techniques et humains du métier de mineur. Evitera-t-on la sinistre et classique apologie du métier de mineur ?

### Jeudi 19 novembre

**20 h 30. FR3. Contre une poignée de diamants** de Don Siegel (1974) avec Michael Caine. Un film d'espionnage réalisé avec talent.

### Vendredi 20 novembre

**20 h 30. FR3. Le Nouveau Vendredi :** « Les hormones dans l'alimentation ».

**21 h 50. TF1.** Théâtre : **Catherine.** Une adaptation du roman d'Aragon, **Les cloches de Bâle,** qui évoque la France et le mouvement ouvrier à la veille de la guerre de 1914.

**23 h 05. A2.** Ciné-Club : **Hamlet** de Laurence Olivier (1948). Le grand acteur anglais spécialiste de Shakespeare se met lui-même en scène.

# INDIRA GANDHI : une pacifiste qui s'arme jusqu'aux dents

Le Premier ministre de l'Inde, Indira Ghandi, est donc en France pour trois jours. Cette visite à Mitterrand est présentée officiellement comme la continuation des discussions qu'ils avaient eues à Cancun et peut-être aussi de leurs conversations sur les bancs de l'Internationale Socialiste. Mais dans la réalité, et toute la presse l'a bien souligné, cette visite est un voyage d'affaires sur l'achat par l'Inde à la France de 150 Mirage 2000.

Il faut dire que le gouvernement français comme Indira Ghandi hésitent à le dire trop ouvertement. Ça la fiche mal lorsque, comme elle, on veut apparaître comme la championne du non-alignement et du désarmement.

Et les déclarations dans ce sens, elle les a multipliées. En février dernier, elle annonçait, lors de la conférence des non-alignés, que *« sauver la monde d'une guerre atomique ou de toute autre guerre doit être notre préoccupation première »*. Elle s'était aussi déclarée nettement contre la bombe à neutrons de Reagan.

Mieux même : officiellement, les voyages qu'elle effectue dans plusieurs capitales européennes visent au désarmement. Ainsi, à Sofia comme à Rome, elle a déclaré que la course effrénée aux armements nucléaires *« annonce la probabilité d'une guerre, comme le nuage noir annonce la pluie »*. Elle n'hésite pas à copier Jaurès.

Vendredi dernier, en Bulgarie, elle avait rappelé au maréchal Jivkov que son pays *« détestait la violence »*. Et partout elle se prononce pour un *« désarmement général et complet »*.

Lundi dernier, à Rome, elle s'est cette fois adressé à la FAO (Organisation de l'ONU pour l'alimentation) : là, elle a dressé un véritable réquisitoire contre les dépenses d'armements dans le monde, qui se montent chaque jour à 1,3 milliards de dollars.

Mais ces bonnes paroles pacifiques, c'est pour l'image de marque et c'est bon pour les congrès et les conférences de presse. Car sa visite en France, même si elle compte faire un petit tour à la Sorbonne, au centre Georges-Pompidou et assister à une représentation de l'Opéra, culture oblige, est pour discuter affaires, et en particulier de l'acquisition des fameux 150 Mirage 2000, qui coûteront la bagatelle de 18,5 milliards de francs. D'après certains journaux, l'accord serait même près d'être signé.

18,5 milliards de francs seront donc ainsi soustraits aux masses populaires indiennes, pour engraisser les trusts de l'armement français. Car si Mitterrand se déclare socialiste et partisan, lui aussi, du désarmement et de la lutte contre la faim dans le monde, c'est bon pour la galerie.

Comme représentant des industriels français, il est là pour leur faire réaliser de bonnes opérations juteuses sur le dos de la population indienne. Et ce gaspillage de milliards de francs, dans le cas de l'Inde, ce pays où la population est une des plus pauvres du monde, où des centaines de milliers de personnes meurent de faim, met bien en relief le rôle décadent de l'impérialisme.

Le Fonds Monétaire International (FMI) serait prêt à accorder à l'Inde un crédit qui se monterait à 5,8 milliards de dollars (32,5 milliards de francs) qui, nous dit-on, serait le crédit le plus gros jamais accordé par cette institution. Ce crédit viserait, nous dit-on aussi, à redresser la balance commerciale de l'Inde.

En tout cas, tout cela aura au moins l'avantage d'ouvrir les yeux à ceux qui pouvaient encore avoir des illusions sur le pacifisme d'Indira Gandhi.

*Pierre VILMA*

# • La société capitaliste est une société à risque

Les liaisons téléphoniques de Lyon avec le reste de la France et du monde brutalement coupées : telle a été la conséquence de l'incendie du centre de liaison « grandes distances » de Lyon.

Il semble, même si les responsables estiment qu'il faudra un mois pour rétablir complètement la situation de toutes les liaisons (téléphone, télex, télématique), que beaucoup de liaisons aient été rétablies plus vite que prévu.

On cherche maintenant les raisons de cet accident et on étudie les moyens d'en éviter de semblables, à Lyon ou ailleurs.

Mais ce que cette panne géante a mis en lumière, c'est l'importance qu'ont prise, ces dernières années, les liaisons téléphoniques : de plus en plus de particuliers sont pourvus du téléphone, ou l'utilisent par le truchement des cabines publiques ; mais surtout, elles sont devenues des moyens de fonctionnement indispensables aux entreprises, aux administrations, à tous les secteurs de la vie économique et sociale.

Mais ce développement ne s'est pas fait en fonction des seuls impératifs du progrès technique et social. Depuis une dizaine d'années, l'Etat français a favorisé et financé le développement du téléphone, en tenant avant tout compte des intérêts des industriels de la téléphonie, c'est-à-dire des gros trusts de l'électronique, à qui il a procuré un marché important. Dans le même temps, il économisait sur les services plus traditionnels des PTT, comme le service postal, qui s'est dégradé aujourd'hui au point de ne plus apparaître fiable et d'être même boudé par les particuliers.

Alors, ce déséquilibre fait que la société devient finalement dépendante d'une technique plus sophistiquée et plus centralisée. Et, faute d'un développement qui combine l'usage des différentes techniques en fonction des intérêts des usagers et non des profits, la société devient tributaire de pannes possibles et d'accidents qui ont des conséquences démesurées. Cela n'est pas la rançon du progrès, mais des intérêts de Thomson, CGE et autres.

# • Une affaire qui mousse toujours

Pierre Moussa, l'ex-P-DG de Paribas, a été inculpé le 10 novembre pour avoir fait transférer illégalement au Canada 35 000 pièces d'or appartenant à un certain Pierre Latécoère, industriel de son état. En même temps, des perquisitions effectuées au siège de Paribas auraient permis à la police de saisir un certain nombre de dossiers.

Pourtant, quelques jours auparavant, le 5 novembre, la Société Industrielle d'Aviation Latécoère avait publié un communiqué faisant état d'une transaction sur laquelle des représentants de la société et du gouvernement s'étaient mis d'accord : moyennant le versement d'une amende de 36 millions de francs et le rapatriement intégral des pièces, aucune poursuite ne devait être intentée. La somme était plutôt rondelette, puisque bien supérieure aux 29 millions que valent les pièces selon le *Canard Enchaîné*. Il faut croire que Latécoère n'avait vraiment pas envie de voir ses petites affaires déballées sur la place publique !

Malheureusement pour Latécoère et son goût de la discrétion, le gouvernement a justement eu besoin de quelque chose de croustillant pour épingler Moussa. Il a sauté sur cette occasion en or et, pour l'instant en tout cas, il n'est plus question de transaction à l'amiable.

Si l'affaire Latécoère montre quelque chose, c'est bien que les airs de justicier vengeur que se donne le gouvernement en inculpant Moussa ne sont que du vent. Ce qui est reproché à Moussa, ce n'est pas d'avoir fraudé, c'est d'avoir ridiculisé le pouvoir avec l'affaire de Paribas-Suisse. Et c'est pour cela que Moussa et ceux qui lui sont liés vont peut-être être traînés devant les tribunaux. Quant aux autres Moussa et aux autres Latécoère, qui, eux, ont la chance de ne pas compter Paribas dans leurs relations, ils pourront tranquillement continuer leurs petits trafics si fructueux, avec l'assurance que, s'ils sont pris, cela se règlera à l'amiable, entre gens du même monde et loin de la place publique.

*F.R.*

## Déshabiller Paul pour habiller Pierre sans faire pleurer Bigeard

***3,2 milliards de francs vont être prélevés sur les taxes téléphoniques, qui sont, paraît-il, largement bénéficiaires, pour être versés au budget général de lutte contre le chômage.***

***A quoi exactement va servir cet argent ? On peut s'en douter : à financer des « incitations à l'embauche », c'est-à-dire des cadeaux aux patrons pour qu'ils veuillent bien employer des jeunes à des salaires trop faibles.***

***Mais, même si ce n'était pas le cas, même si ces 3,2 milliards étaient réellement utilisés à des choses utiles, par exemple à la création d'emplois dans les services publics qui manquent de personnel — comme les hôpitaux ou la SNCF —, en quoi cela justifierait-il que le gouvernement prenne ces milliards sur un autre service public ? Pourquoi ne va-t-il pas rogner sur le budget de l'armée ? Après tout, cela ne ferait jamais que quelques joujoux en moins pour les généraux, et ils en ont déjà tellement !***

**F.R.**

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46.450.